

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°02-2025-107

PUBLIÉ LE 9 JUILLET 2025

Sommaire

Cabinet / Services des sécurités

02-2025-07-09-00001 - Arrêté n°CAB-2025/194 réglementant temporairement le transport de produits combustibles et l'utilisation d'artifices de divertissement dans le département de l'Aisne (4 pages) Page 3

Délégation locale de l'agence nationale de l'habitat /

02-2025-07-07-00002 - Décision n°02-2025 portant approbation du programme d'actions territorial de la délégation locale de l'Anah (55 pages) Page 8

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités /

Secrétariat de Direction

02-2025-07-08-00012 - Arrêté 2025-94 portant subdélégation de signature du directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué (2 pages) Page 64

02-2025-07-08-00013 - Arrêté 2025-95 relatif à la subdélégation de signature du directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne (4 pages) Page 67

02-2025-07-07-00001 - Arrêté n°2025-93 portant subdélégation de signature de Monsieur Luc RENARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne, dans le cadre des compétence propres du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail, du code rural et de la pêche maritime (6 pages) Page 72

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Lille / Centre pénitentiaire de Laon

02-2025-07-02-00002 - Arrêté du 2 juillet 2025 portant délégation de signature du chef d'établissement du centre pénitentiaire de Laon à ses collaborateurs (17 pages) Page 79

Cabinet

02-2025-07-09-00001

Arrêté n°CAB-2025/194 réglementant temporairement le transport de produits combustibles et l'utilisation d'artifices de divertissement dans le département de l'Aisne

**Arrêté n°CAB-2025/194 réglementant temporairement
le transport de produits combustibles et
l'utilisation d'artifices de divertissement dans
le département de l'Aisne**

La Préfète de l'Aisne,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2215-1 ;

Vu le code pénal ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment son article L.211-3 :

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Vu le décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

Vu le décret du Président de la République du 6 novembre 2024 nommant Mme Fanny ANOR, préfète de l'Aisne ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2021 modifié portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-64 du 25 novembre 2024, publié au recueil des actes administratifs du mois de novembre 2024, publié, affiché et rendu consultable par voie électronique le 25 novembre 2024, donnant délégation de signature ;

Considérant que la période de la fête nationale du 14 juillet peut donner lieu à des troubles à l'ordre public et à la commission de faits de violences urbaines ;

Considérant que le niveau très élevé de la menace terroriste qui continue de peser sur la France exige le maintien d'une extrême vigilance sur la protection des rassemblements et sites où un public important est concentré ;

Considérant que la posture Vigipirate « Hiver-Printemps 2025 » est active depuis le 15 janvier 2025, réévaluée le 13 juin 2025 en raison de la nouvelle dégradation sécuritaire au Proche et Moyen-Orient, elle maintient l'ensemble du territoire au niveau « urgence attentat » et appelle notamment qu'un effort tout particulier reste porté sur la sécurité des rassemblements festifs ;

Considérant que ce type d'évènement est traditionnellement générateur d'infractions d'opportunités (vols, etc.) ou liées à une consommation excessive d'alcool (atteintes aux personnes, dégradations, etc.), et pourrait également être propice à des troubles à l'ordre public ou à des violences urbaines, notamment dans le courant de la nuit ;

Considérant que l'un des moyens pour commettre des troubles à l'ordre public, incendies ou des tentatives d'incendies volontaires consiste à utiliser, à des fins autres que celles pour lesquelles ils sont proposés à la vente, les carburants et combustibles domestiques et autres produits inflammables et explosifs et qu'il convient, de ce fait, d'en restreindre temporairement les conditions de transport ;

Considérant que l'utilisation des artifices de divertissement impose des précautions particulières ; qu'elle peut occasionner des nuisances sonores ; qu'en outre une utilisation inconsidérée ou malintentionnée des artifices de divertissement est susceptible de générer des accidents et des atteintes graves aux personnes et aux biens ; que des risques de troubles à l'ordre et à la tranquillité publics provoqués par l'emploi de ces artifices sont particulièrement importants à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet ; que les occasions d'utiliser ces engins pyrotechniques comme arme envers les personnes et les biens sont accrues ;

Considérant que l'afflux de personnes dans les services hospitaliers habituellement observé aux alentours de la date du 14 juillet, blessées par des articles pyrotechniques, dans le contexte de forte tension actuellement rencontré par les établissements hospitaliers concernés est susceptible de grever l'accès aux soins des populations concernées ;

Considérant la nécessité de prévenir ces troubles et ces risques, par des mesures limitées dans le temps et adaptées ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de l'Aisne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Du vendredi 11 juillet 2025 à 12h00 au mardi 15 juillet 2025 à 08h00, sur l'ensemble du territoire du département de l'Aisne, le transport de carburant, d'acides, de produits inflammables, chimiques ou explosifs est interdit dans tout récipient transportable, sauf nécessité dûment justifiée par le client et vérifiée, en tant que de besoin, avec le concours des services locaux de la police nationale ou de la gendarmerie nationale.

Article 2 :

Du vendredi 11 juillet 2025 à 12h00 au mardi 15 juillet 2025 à 08h00, l'achat, la vente, la cession, le port, le transport et l'utilisation des artifices de divertissement des catégories F4 (ou C4) ainsi que F2 et F3 (ou C2 et C3) figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 modifié, susvisé (annexée au présent arrêté), des articles pyrotechniques des catégories T1 et T2, ainsi que tout dispositif de lancement de ces produits sont interdits.

Toutefois, et par dérogation, l'achat, la vente, le port, le transport et l'utilisation de ces artifices demeurent autorisés durant cette période aux seules personnes titulaires d'un certificat de qualification de type C4/F4-T2, ou d'un agrément spécifique C2/F2-C3/F3 délivré par la préfète.

Conformément à la réglementation en vigueur, il est rappelé que :

- la vente au déballage d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques est interdite, qu'elle se déroule sur terrain public ou privé ou à l'occasion de marchés (articles L.2352-1 et suivants et R.2352-97 et suivants du code de la défense) ;
- l'importation depuis tout pays de l'Union européenne ou hors de l'Union européenne, y compris par voie postale, des artifices de divertissement et articles pyrotechniques est soumise à autorisation douanière dite autorisation d'importation de produits explosifs (arrêté ministériel du 19 janvier 2018). En l'absence d'une telle autorisation, tout contrevenant s'expose à la saisie immédiate des marchandises par des agents des douanes, des policiers ou des gendarmes ainsi qu'à une amende douanière allant jusqu'à deux fois la valeur de la fraude.

Article 3 :

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :

Le sous-préfet, directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Laon, Saint-Quentin, Soissons, Vervins et Château-Thierry, la commissaire divisionnaire, directrice départementale de la police nationale de l'Aisne, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Aisne et les maires des communes du département de l'Aisne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Laon, le - 9 JUIL. 2025

Pour la préfète, et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,


Guillaume FICHET

Cet arrêté peut être contesté selon les voies de recours et dans les délais suivants :

- soit d'un recours gracieux auprès de la préfète de l'Aisne (cabinet – service des sécurités) ou hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur (DLPAJ). L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif d'Amiens dans les deux mois suivants sa notification. Il en est de même en cas de décision explicite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Type d'article pyrotechnique destiné au divertissement	Catégorie(s) concernée (s)
Pétard à mèche	F2
Batterie	F2
Batterie nécessitant un support externe	F2
Combinaison	F2
Combinaison nécessitant un support externe	F2
Composition d'artifices	F2 et F3
Pétard aérien à double effet de bang sonore	F2 et F3
Pétard à poudre noire	F2 et F3
Pétard à composition flash	F2
Fusée à effet de bang sonore	F2 et F3
Pot à feu en mortier	F2 et F3

Délégation locale de l'agence nationale de
l'habitat

02-2025-07-07-00002

Décision n°02-2025 portant approbation du
programme d'actions territorial de la délégation
locale de l'Anah

Décision d'approbation du programme d'actions territorial

DÉCISION n° 02-2025

Vu l'article L. 321-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Vu les articles R. 321-10 à R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation ;

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat en vigueur, et notamment son chapitre 1^{er} ;

Vu la circulaire de l'Agence C 2025/01 du 19 février 2025 relative aux priorités 2025 pour la programmation des actions et des crédits d'intervention de l'Anah et relative aux orientations pour la gestion 2025 ;

Vu la décision en date du 28 novembre 2024 de la déléguée locale de l'Agence dans le département, portant nomination du délégué local adjoint et donnant délégation de signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs ;

Vu la décision 03-2024 en date du 3 décembre 2024 de subdélégation de signature du délégué local adjoint de l'Agence à l'un ou plusieurs de ses collaborateurs ;

Vu l'avis favorable de la commission locale d'amélioration de l'habitat du 13 mai 2025 sur les priorités locales d'actions dans le département de l'Aisne (hors délégation de compétences) ;

Monsieur David DI DIO BALSAMO, directeur départemental adjoint des territoires de l'Aisne et par délégation du délégué local adjoint de l'Anah dans le département :

DÉCIDE

Article 1^{er} :

Le programme d'actions territorial signé le 12 août 2024 est abrogé.

Article 2 :

Dans le territoire de l'Aisne (hors délégation de compétences), les décisions d'attribution de subvention ou de rejet des demandes de subvention sont prises par le délégué local de l'Agence, notamment sur la base du programme d'actions 2025 ci-annexé. Ce programme d'actions précise les conditions d'attribution des aides de l'Anah, dans le respect des orientations générales de l'agence fixées par son Conseil d'administration et des enjeux locaux.

Article 3 :

La présente décision prend effet à compter de la date de parution au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne. Le programme d'actions 2025 de l'Aisne sera applicable à compter de cette date.

Article 4 :

Copies de la présente décision seront adressées à :

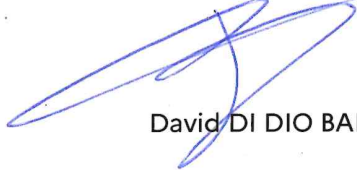
- Mme la Directrice générale de l'Anah, à l'attention de M. le Directeur général adjoint en charge des fonctions support
- Mme l'Agent comptable de l'Anah
- M. le Délégué régional de l'Agence
- M. le Directeur départemental des territoires de l'Aisne.

Article 5 :

La présente décision fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Fait à Laon, le - 7 JUIL. 2025

Pour la déléguée de l'Agence dans le département,
et par délégation,
Par délégation du délégué local adjoint de l'Agence,



David DI DIO BALSAMO



DÉLÉGATION LOCALE DE L' AISNE

Programme d'actions 2025

Le présent programme d'actions s'applique sur le territoire du département de l'Aisne, à l'exception du périmètre de l'Agglomération du Saint-Quentinois qui fait l'objet d'un programme d'actions spécifique dans le cadre des conventions de la délégation de compétence des aides à la pierre (en application du 1° de l'article R. 321-10-1 du code de la construction et de l'habitation).

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	7
Le contexte territorial.....	8
I. Le bilan 2024 des aides de l'Anah en faveur du parc privé.....	11
I.1 Les aides instruites localement en 2024.....	11
I.2 Rappel des axes d'interventions en 2024 (aides déléguées aux territoires).....	11
II. Les priorités d'intervention 2025 et critères de sélectivité.....	13
II.1 Prise en compte des priorités de l'Anah.....	13
II.2 Les objectifs et crédits 2025.....	16
II.3 Présence d'un ou plusieurs délégataires des aides à la pierre sur le territoire...	16
II.4 Les dispositifs programmés.....	17
II.5 Les partenariats.....	18
II.6 Conditions d'attribution des aides.....	19
II.6.1 Conditions communes aux propriétaires occupants et bailleurs.....	19
II.6.2 Propriétaires occupants.....	21
II.6.3 Propriétaires bailleurs.....	25
II.6.4 Règles locales concernant les travaux recevables.....	32
II.6.5 Syndicats de copropriétaires.....	34
III. Les conditions financières maximales.....	35
IV. Les loyers conventionnés : conditions de loyers applicables.....	35
IV.1 Le dispositif fiscal « Loc'Avantages » : généralités.....	35
IV.2 Conventionnement avec travaux.....	36
IV.3 Conventionnement sans travaux.....	36
IV.4 Les engagements à respecter.....	36
IV.5 L'intermédiation locative.....	36
V. Les contrôles.....	37
VI. La publication et la date de prise d'effet.....	37
ANNEXES.....	38
Annexe n° 1 : cartographie des opérations vivantes ou en étude pré-opérationnelle.....	39
Annexe n° 2 : tableaux de synthèse des aides de l'Anah.....	40
Annexe n° 3 : plafonds de ressources des propriétaires occupants/bailleurs physiques.....	46
Annexe n° 4 : plafonds de ressources des locataires pour les baux conclus ou renouvelés en 2025 (Loc'Avantages).....	47
Annexe n° 5 : répartition des communes en zones A, B, C (zonage Pinel).....	48
Annexe n° 6 : dispositions du décret décence du 30 janvier 2002 modifié.....	50

Annexe n° 7 : critères techniques pour les travaux de rénovation énergétique d'ampleur.....	52
Annexe n° 8 : synthèse des cas dans lesquels la production d'un audit ou d'une évaluation énergétique est obligatoire.....	53

GLOSSAIRE

ACV :	Action Cœur de Ville
ADEME :	Agence de la transition écologique
Anah	Agence Nationale de l'Habitat
CA :	Conseil d'Administration
CAF :	Caisse d'Allocations Familiales
CCH :	Code de la Construction et de l'Habitation
CMSA :	Caisse de la Mutualité Sociale Agricole
CEREMA :	Centre d'Etudes et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement
CI :	Coefficient d'Insalubrité
CLAH :	Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat
CREP :	Constat de Risque d'Exposition au Plomb
CRHH :	Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement
CSP :	Code de la Santé Publique
DDT :	Direction Départementale des Territoires
DGFIP :	Direction Générale des Finances Publiques
DHUP :	Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages
DIIF	Dispositif d'Intervention Immobilière et Foncière
DPE :	Diagnostic de Performance Énergétique
FILOCOM :	Fiche des LOgements à la COMMune
GES :	Gaz à Effet de Serre
GIR :	Groupe Iso-Ressources
HD	Hors Délégation
HM :	Habiter Mieux
ID :	Indice de Dégradation
INSEE :	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
IML :	Inter-Médiation Locative
LHI :	Lutte contre l'Habitat Indigne
LOVAC :	LOgement VACant
MAR :	MonAccompagnateurRénov'
MOI :	Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion
MPA :	MaPrimeAdapt'
MPLD :	Ma Prime Logement Décent
MPR :	MaPrimeRénov'
MPR PA :	MaPrimeRénov' Parcours Accompagné
MTE :	Ministère de la Transition Écologique
OPAH :	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat
OPAH- RU :	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain
OPAH- RR :	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Revitalisation Rurale
OPAH- CD :	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Copropriétés Dégradées

ORCOD	Opération de Requalification des Copropriétés Dégradées
ORT :	Opération de Revitalisation de Territoire
PAC :	Pompe à Chaleur
PAT :	Programme d'Actions Territorial
PB :	Propriétaire Bailleur
PDALHPD :	Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées
PDH :	Plan Départemental de l'Habitat
PETR :	Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
PIG :	Programme d'Intérêt Général
PLH :	Programme Local de l'Habitat
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PLUI	Plan Local d'Urbanisme Intercommunal
PLUIH	Plan Local d'Urbanisme Intercommunal avec volet habitat, valant PLH
PO :	Propriétaire Occupant
POPAC :	Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété
POM :	Propriétaire Occupant « Modeste »
POTM :	Propriétaire Occupant « Très Modeste »
PPPI :	Parc Privé Potentiellement Indigne
PVD :	Petites Villes de Demain
QPV :	Quartier prioritaire de la politique de la ville
RGA :	Règlement Général d'Agence
RGE :	Reconnu Garant de l'Environnement
RHI :	Résorption de l'Habitat Insalubre
RSD :	Règlement Sanitaire Départemental
SEM :	Société d'Economie Mixte
SPANC :	Service Public de l'Assainissement Non Collectif
SPRH :	Service Public de la Rénovation de l'Habitat
THIRORI :	Traitement de l'Habitat Insalubre Remédiable ou dangereux et des Opérations de Restauration Immobilière
VIR :	Vente d'Immeuble à Rénover

PRÉAMBULE

Le présent programme d'actions a pour vocation de fixer les priorités de la délégation locale de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) pour le département de l'Aisne. Il précise les conditions d'attribution des aides de l'Anah en faveur de la réhabilitation du parc privé.

Conformément à l'article R. 321-10 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et à l'article 11 du règlement général d'Agence (RGA), le délégué de l'Agence dans le département apprécie la recevabilité des dossiers et leur degré de priorité « *au regard de l'intérêt du projet sur le plan économique, social, environnemental et technique* » et des orientations générales fixées par le conseil d'administration de l'Anah. *Cet intérêt est évalué en fonction notamment des priorités du programme d'actions* ». L'attribution d'une subvention de l'Anah n'est donc pas un droit. L'appréciation du délégué de l'Anah dans le département peut conduire à ne pas attribuer d'aide ou à minorer le taux de subvention en fonction de ces critères.

En application des dispositions des articles R. 321-10, R. 321-10-1 et R. 321-11 du CCH, le programme d'actions établi par le délégué de l'Agence dans le département est soumis pour avis à la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) du territoire concerné.

Ce programme d'actions précise les conditions d'attributions des aides de l'Anah dans le respect des orientations générales de l'Agence et des enjeux locaux tels qu'ils ressortent notamment des Programmes Locaux de l'habitat (PLH), du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD), du Plan Départemental de l'Habitat (PDH), le cas échéant des conventions des délégations des aides à la pierre et de la connaissance du marché local.

Le contexte territorial

La délégation locale de l'Anah intervient sur le territoire du département de l'Aisne composé de 19 intercommunalités comptant 525 558 habitants (INSEE RP 2022) et un seul territoire de délégation : la Communauté d'Agglomération du Saint-Quentinois en délégation de type 3.

Le présent programme d'actions s'applique sur le territoire du département de l'Aisne – hors territoire délégué – comportant 18 EPCI, 758 communes et 446 231 habitants.

En 2022, le parc de logements dans l'Aisne (hors territoire délégué) compte **195 197** logements occupés à titre de résidences principales, avec près de 155 000 logements individuels et 40 200 logements collectifs. Si une nette majorité de ménages sont propriétaires (63,1 %), le parc privé prédomine également dans le secteur locatif ; près de 57,0 % des logements en location relèvent en effet de ce parc.

Selon les données INSEE, sur ce territoire, sur la période 2010-2021, le nombre de résidences principales a augmenté 3,8 %. Plus de 9 résidences principales sur 10 relèvent du parc privé. Dans le même temps, le taux de vacance a sensiblement progressé entre 2010 et 2021, date à laquelle il s'élève à près de 10 %.

Structure du parc de logements	Aisne – hors délégation		Aisne	
	Nbr.	%	Nbr.	%
Résidences principales	195 197	84,7%	232 123	84,6%
<i>Dont collectif</i>	40 208	20,6%	53 211	22,9%
<i>Dont individuel</i>	154 989	79,4%	178 912	77,1%
Résidences secondaires	10 535	4,6%	11 520	4,2%
Logements vacants	24 674	10,7%	30 687	11,2%

Source : FILOCOM 2022, MTE d'après DGFIP

Statut d'occupation des résidences principales	Aisne – hors délégation		Aisne	
	Nbr.	%	Nbr.	%
Propriétaires occupants	123 257	63,1%	141 913	61,1%
Locataires du parc privé	38 655	19,8%	48 236	20,8%
Locataire des HLM et SEM (à l'exclusion des communes)	29 140	14,9%	37 286	16,1%

Source : FILOCOM 2022, MTE d'après DGFIP

Dans l'Aisne, hors territoire délégué, près de la moitié de l'ensemble des résidences principales a été construite avant 1949, et près d'une sur cinq a été construite entre 1949 et 1974.

Année de construction des résidences principales	Aisne – hors délégation		Aisne	
	Nbr.	%	Nbr.	%
< 1948	89 525	46,0%	105 795	45,7%
1949-1974	37 948	19,5%	47 242	20,4%

Source : FILOCOM 2022, MTE d'après DGFIP

Au 1^{er} janvier 2022, 54,8 % de l'ensemble des résidences principales du territoire axonais non délégué sont considérées comme éconergivores (DPE E, F et G), soit 12,8 points de plus que la moyenne régionale (42%) et presque 20 points de plus qu'en France de province (35%) (Fidéli 2022, base des DPE de juillet 2022 de l'Ademe, calculs INSEE).

Selon les données LOVAC, le parc privé vacant en territoire hors délégation de compétence représentait plus de 19 000 logements, dont 8 903 vacants depuis deux ans et plus au 1^{er} janvier 2021.

Vacance dans le parc privé	Aisne – hors délégations		Aisne	
	Nbr.	%	Nbr.	%
Logements vacants d'habitation dans le total habitation parc privé	19 063	9,8%	23 180	10,1%
dont vacants depuis 2 ans et plus dans le total habitation parc privé	8 903	4,6%	10 205	4,5%

Source : LOVAC au 1^{er} janvier 2021

La problématique de l'habitat indigne touche l'ensemble du territoire, qu'il soit urbain ou rural. En 2019, d'après FILOCOM, le territoire non délégué de l'Aisne comptait près de 8 700 logements relevant du parc privé potentiellement indigne, soit 5,4 % du parc privé de résidences principales.

Les occupants de ces résidences suspectées d'indignité sont principalement des locataires (56,5 % du PPPI). Les plus de 60 ans sont sur-représentés dans le PPPI.

Parc privé potentiellement indigne - PPPI	Aisne – hors délégations		Aisne	
	Nbr.	%	Nbr.	%
PPPI dans l'ensemble des RPP	8 706	5,4%	11 516	6,0%
Locataires du privé dans l'ensemble du PPPI	4 923	56,5%	6 988	60,7%
Ménages âgés (>60ans) dans l'ensemble du PPPI	3 100	35,6 %	3 825	33,2%

Source : FILOCOM 2019, MTE d'après DGFIP, traitement PPPI Anah

L'Aisne compte, hors territoire délégué, 1 181 copropriétés privées (soit près de 74 % du parc de copropriétés privées axonaises) pour un volume de 10 427 logements occupés à titre de résidences principales (soit près de 6,4 % des résidences principales privées de ce territoire).

Copropriétés privées	Aisne – hors délégation		Aisne	
	Nbr.	%	Nbr.	%
Nb de copropriétés	1 181	73,9%/CoproAisne	1 598	100,0%
Nb de logements en copropriétés	10 427	67,9%/LogtsEnCoproAisne	15 357	100,0%
Dont nb de logements en copropriétés < 11 logements	4 174	75,0%/LogtsEnCopro<11Aisne 40,0 %/LogtsEnCoproTerritoire	5 568	100,0% 36,3 %/LogtsEnCoproAisne

source : MTE - Filocom 2019 d'après DGFIP, Fichiers infracommunaux d'aide au repérage des copropriétés fragiles

Parmi ces copropriétés, une sur cinq présente des signes de fragilités, correspondant à un volume de près de 2 000 logements, dont près de la moitié sont situés dans une copropriété de moins de 11 logements.

Copropriétés privées potentielles fragiles	Aisne – hors délégation		Aisne	
	Nbr.	%	Nbr.	%
Nb de copropriétés	258	21,8%/CoproTerritoire	346	21,7%/CoproAisne
Nb de logements en copropriétés	1 976	19,0%/LogtsEnCoproTerritoire	2 511	16,4%/LogtsEnCoproAisne
Dont nb de logements en copropriétés < 11 logements	1 018	74,7 %/LogtsEnCoproD<11Aisne 24,4 %/LogementsEnCopro<11Territoire 51,5 %/LogtsEnCoproDTerritoire	1 363	24,5%/LogementsEnCopro<11Aisne 54,3 %/LogtsenCoproD<11Aisne

Source : MTE - Filocom 2019 d'après DGFIP, Fichiers infracommunaux d'aide au repérage des copropriétés fragiles

Un peu plus de 48 000 ménages prioritaires occupants sont éligibles aux aides de l'Anah, soit 39,1% de l'ensemble des ménages propriétaires occupants.

Parc privé éligible en propriété occupante aux aides de l'Anah	Aisne – hors délégations		Aisne	
	Nbr.	%	Nbr.	%
PO modestes et part dans le total ménages PO	20 300	16,5%	23 419	16,5%
PO très modestes et part dans le total ménages PO	27 836	22,6%	31 693	22,3%

Source : FILOCOM 2022, MTE d'après DGFIP, traitement PPPI Anah

I. Le bilan 2024 des aides de l'Anah en faveur du parc privé

Au niveau régional, ce sont près de 254,63 millions d'euros d'aides distribuées en 2024, dont 207,54 pour la rénovation énergétique.

Dans le département de l'Aisne (territoire non délégué), ce sont 17,88 millions d'euros d'aides de l'Anah qui ont été engagées sur l'exercice.

I.1 Les aides instruites localement en 2024

La dotation initiale allouée au territoire non délégué du département de l'Aisne s'élevait à 17,14 M€ (+147 % par rapport à 2023). Elle a fait l'objet d'une répartition territoriale validée au CRHH du 29 mars 2024.

Dans le cadre de la fin de gestion, un ajustement de dotation a été proposé en novembre. Au 31 décembre, les engagements se sont élevés à 17,88 M€ (territoire non délégué), selon la répartition suivante :

- aides aux travaux : 17,19 M€ en faveur des propriétaires occupants ou bailleurs (6,03 M€ en 2023) ;
- ingénierie : 686 674 € (792 715 € 2023) ;

La totalité de la dotation a été consommée au titre de l'année considérée.

630 logements du parc privé ont bénéficié d'une aide à la réhabilitation de l'Anah en territoire non délégué de l'Aisne (555 logements en 2023, soit +14 %), dont notamment :

- 584 logements appartenant à des propriétaires occupants (PO) ;
- 46 logements appartenant à des propriétaires bailleurs (PB) ;

Le montant global des travaux éligibles HT effectués s'élève à 24,8 M€ :

- 21,25 M€ de travaux dans le parc en propriété occupante ;
- 3,55 M€ de travaux dans le parc locatif privé.

ANAH HD02 2024	Subvention moyenne (€)	Evol 23/24	Montant moyen de travaux (€ HT)	Evol 23/24
Subvention aux Propriétaires Occupants (PO)	27 583 €	177,4 %	36 396 €	43,7 %
Subventions aux Propriétaires Bailleurs (PB)	23 497 €	36,2 %	77 358 €	29,3 %
Total Aisne hors délégation	27 285 €	154,6 %	39 387 €	56,7 %

Source : Infocentre Anah

Le montant moyen de subvention est moins élevé que la moyenne nationale (39 716 €). La même tendance est observée sur le montant moyen des travaux : au national, 54 006 €.

I.2 Rappel des axes d'interventions en 2024 (aides déléguées aux territoires)

Les principaux résultats départementaux en nombre de logements apparaissent dans les tableaux ci-dessous :

2024	PROPRIÉTAIRES BAILLEURS – PB						PO LHI/TD (MA PRIME LOGEMENT DÉCENT)			
Territoires	Logts Financés	Obj. CRHH	% réalisation	Evol. en % 23/24	IML réalisées CAT et CST ¹	Evol. en % 22/23	Logts Financés	Obj. CRHH	% réalisation	Evol. en % 23/24
AISNE HD	46	38	121 %	5 %	14	-46 %	16	24	67 %	45 %
AISNE	48	50	96 %	-17 %	18	-36 %	21	36	58 %	11 %
Dont communes ACV	27	/	/	-89 %	/	/	6	/	/	0 %
Dont communes PVD	12	/	/	0 %	/	/	3	/	/	200 %
HAUTS-DE-FRANCE	429	461	93 %	-8 %	140	-24 %	199	250	80 %	11 %

Source : Infocentre Anah

2024	PO AUTONOMIE (MA PRIME ADAPT')				PO MPR Parcours Accompagné (énergie)			
Territoires	Logts Financés	Obj. CRHH	% réalisation	Evol. en % 23/24	Logts Financés	Obj. CRHH	% réalisation	Evol. en % 23/24
AISNE HD	223	417	54 %	-6 %	337	469	72 %	35 %
AISNE	304	516	59 %	3 %	420	556	76 %	41 %
Dont communes ACV	66	/	/	83 %	61	/	/	56 %
Dont communes PVD	66	/	/	-14 %	96	/	/	52 %
HAUTS-DE-FRANCE	3028	3455	88 %	46 %	4602	6846	67 %	36 %

Source : Infocentre Anah

- 622 logements ont été rénovés dans le territoire non délégué de l'Aisne², soit 67 % des objectifs globaux proposés par l'Anah, contre 75 % pour la région ;
- l'objectif PB est dépassé et atteint 121 % contre 92 % pour la région ;
- l'intervention auprès des PO MPR PA constitue la priorité la plus proche de la cible : l'objectif est atteint à hauteur de 72 % pour le territoire non délégué de l'Aisne, contre 93 % pour la région Hauts-de-France ;
- s'agissant de la priorité PO « Autonomie », le résultat régional atteint 88 % de l'objectif – pour le territoire non délégué de l'Aisne, la part s'élève à 54 %;
- la part des logements rénovés en secteur programmé reste importante mais en baisse comparativement à 2023, en lien avec le déploiement du MAR¹ : 75 % des logements rénovés sont réalisés en secteur programmé (96 % en 2023).

Aucun dossier « copropriété saine/MPR Copro » n'a été proposé en 2024.

Aucun dossier « humanisation » n'a été proposé en 2024.

¹ IML Intermédiation locative – CST/CAT Conventionnement sans travaux / avec travaux

² A cela, doivent s'ajouter 8 logements PO financés en intervention « autres travaux - assainissement non collectif »

II. Les priorités d'intervention 2025 et critères de sélectivité

Le présent programme d'actions apporte des précisions au règlement général de l'Anah (RGA) quant aux priorités d'intervention. Il peut faire l'objet d'avenants dans la limite et le respect des règles nationales.

La subvention n'étant pas de droit, l'article 11 du RGA prévoit que la décision d'attribution est prise sur le territoire de la délégation en application du programme d'actions.

La décision repose sur l'intérêt économique, social, environnemental et technique du projet lui-même évalué en fonction des priorités dans le cadre du programme d'actions.

En cas d'absence ou d'insuffisance d'intérêt du projet, l'aide de l'Anah peut être refusée, minorée ou soumise à des conditions supplémentaires ayant trait à la consistance du projet ou à des engagements particuliers du propriétaire.

Dans tous les cas, les subventions sont attribuées dans la limite des enveloppes financières effectivement mises à disposition du délégataire.

II.1 Prise en compte des priorités de l'Anah

(Valable pour l'année 2025 et suivantes sous réserve que l'Anah ne modifie pas ses priorités)

Les orientations prioritaires pour cette année 2025 sont les suivantes :

→ **Finaliser le déploiement du service public de la rénovation de l'habitat, France Rénov', à travers la mise en œuvre des pactes territoriaux.**

Il convient de finaliser la signature des pactes territoriaux avec les maîtres d'ouvrages engagés avant le 1^{er} juillet 2025 afin de tendre vers une couverture départementale complète.

À ce titre, l'animation locale du service public France Rénov' est indispensable pour créer une dynamique entre les acteurs, contribuer à la qualité des missions réalisées et proposer des parcours fluides et lisibles pour les ménages.

→ **Conforter les conditions d'atteinte des objectifs de rénovation**

L'année 2024 a été marquée par la mise en place des nouveaux parcours d'aides. Les régimes d'aides sont stabilisés en 2025 pour conforter les ménages dans leur projet de travaux.

La dynamique d'accompagnement des ménages doit se poursuivre. L'instruction des demandes d'agrément des Accompagnateurs Rénov' et des habilitations d'Assistants à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) reste une priorité cette année afin de permettre à chaque ménage axonais de trouver un professionnel qualifié pour l'accompagner dans son projet de rénovation.

Dans ce contexte, la lutte contre la fraude demeure une priorité partagée afin de conserver la confiance des ménages. L'attention est portée particulièrement :

- à la neutralité, à l'indépendance et à la qualité des accompagnements assurés par les Accompagnateurs Rénov' et les AMO habilités ou agréés sur le territoire,
- aux risques de dérives inflationnistes sur les devis,
- aux remontées émanant des différents acteurs locaux (ECFR' notamment).

À ce titre, les contrôles sur place seront renforcés localement dans une logique de prévention et de lutte contre la fraude.

→ **Poursuivre un suivi renforcé des dispositifs contractualisés ou projetés avec les collectivités territoriales notamment dans le cadre des programmes nationaux Action Cœur de Ville (ACV), Petites Villes de Demain (PVD) et France Ruralités**

Les programmes ACV et PVD sont actuellement en phase opérationnelle avec un enjeu de renouvellement pour les conventions d'OPAH RU arrivant à échéance en 2025. Le programme France Ruralités lancé en 2023 doit désormais s'inscrire dans le cadre du déploiement des pactes territoriaux France Renov' ; les collectivités doivent être accompagnées pour mobiliser les dispositifs de l'Anah notamment la prime sortie de vacance.

Dans le cadre des interventions en centres anciens et en territoires ruraux, l'attention sera portée à la réflexion ou à la poursuite du **déploiement des OPAH-RU de façon adaptée à l'échelle de chaque territoire et en lien avec la nouvelle contractualisation des pactes territoriaux, en veillant à :**

- définir des périmètres multi-sites et infra-communaux restreints afin de cibler les interventions et les objectifs sur les immeubles et îlots d'habitat indigne et dégradé à travers une liste d'adresses prioritaires ;
- intégrer dans la convention d'OPAH RU des objectifs liés aux volets immobilier et foncier, habitat dégradé et lutte contre l'habitat indigne et, le cas échéant, copropriétés fragiles ou en difficulté ;
- favoriser la mise en œuvre de travaux d'office dans les périmètres d'OPAH RU en mobilisant la majoration des aides à 80% définies dans la délibération n°2024-48 du 11 décembre 2024 ;
- promouvoir les aides à la Vente d'Immeuble à Rénover (VIR) et le Dispositif d'Interventions Immobilières et Foncières (DIIF) dans les périmètres d'OPAH RU et d'ORT suivant les nouvelles modalités de financement définies dans la délibération n°2024-50 du 11 décembre 2024.

• **Programme ACV**

L'intégralité des communes engagées dans le programme ACV a d'ores et déjà contractualisé un dispositif de type OPAH RU. Certaines opérations arrivent au terme des 5 années de contractualisation et sont pour la plupart en cours de renouvellement.

Le programme ACV piloté par l'ANCT vise la revitalisation de 4 villes moyennes dans l'Aisne : Château-Thierry, Laon, Saint-Quentin et Soissons. Le programme fait l'objet d'une prolongation sur la durée 2023-2026. Les quatre communes engagées dans le cadre de la première phase du programme ont décidé d'adhérer à sa deuxième phase pour la période 2023-2026.

Depuis 2018, le total des dépenses d'ingénierie liées à ces opérations programmées a représenté :

- 738 566 € pour le financement des chefs de projet ;
- 1 470 323 € au titre du suivi-animation ;
- 121 310 € pour des études pré-opérationnelles ;
- 3,62 M€ au titre de la RHI-THIRORI.

Soit un total de près de 6 M€.

• **Programme PVD**

Le programme Petites Villes de Demain (PVD) piloté par l'ANCT vise la revitalisation de 15 sites représentant 25 villes sur la période 2021-2026 :

Villers-Cotterêts/La Ferté-Milon, Chauny/Tergnier/La Fère, Anizy-le-Grand/Pinon, Braine/Vailly-sur-Aisne, Sissonne/Saint-Erme/Liesse-Notre-Dame/Villeneuve-sur-Aisne, Montcornet/Rozoy-sur-Serre, Bohain-en-Vermandois/Fresnoy-le-Grand, Neuilly-Saint-Front, Fère-en Tardenois, La Capelle, Guise, Vervins, Hirson, Marle, Le Nouvion-en-Thiérache.

Au 1^{er} mai 2025 :

- 16 communes PVD sont couvertes par un dispositif d'OPAH, dont 12 par une OPAH-RU multi-sites, et 4 par une OPAH intercommunale en cours ;
- 4 communes sont couvertes par un pacte territorial assuré en régie
- les 5 communes restantes ont une étude pré-opérationnelle en cours et sont couvertes par le pacte territorial départemental de l'Aisne.

Depuis 2020, le total des dépenses d'ingénierie liées à ces opérations programmées a représenté :

- 205 295 € pour le financement des chefs de projet ;
- 43 351 € pour des études pré-opérationnelles ;
- 1 037 858 € au titre du suivi-animation ;

Soit un total de 1 286 801 €.

En 2025, le financement de chefs de projets ACV/PVD par l'Anah sera toujours conditionné à la contractualisation d'un dispositif d'OPAH RU ou d'OPAH CD.

• **France Ruralités et le programme Villages d'Avenir**

Le Plan France Ruralités, annoncé le 15 juin 2023, vise à répondre de manière adaptée aux besoins des territoires ruraux. Dans ce cadre, l'ANCT pilote le programme Villages d'Avenir qui s'appuie notamment sur le recrutement d'un chef de projet afin d'accompagner les collectivités dans le déploiement de leur projet, y compris sur un volet habitat.

Dans l'Aisne, 43 communes du département de l'Aisne sont lauréates du programme d'ingénierie Villages d'avenir.

30 ont été labellisées lors de la vague n°1 (décembre 2023) et 13 communes supplémentaires lors de la vague n°2 (avril 2025) :

Vague n°1 : 30 communes

- 7 communes portant seules des projets : Boué, Crécy-sur-Serre, Morsain, Ressons-le-Long, Sains-Richaumont, Urcel et Vic-sur-Aisne ;
- 23 regroupées autour de 4 projets communs : groupe du Vermandois (Holnon, Fancilly-Selency, Savy, Maissemy), groupe du Val de l'Oise (Alaincourt, Brissay-Choigny, Brissy-Hamégicourt, Châtillon-sur-Oise, Mézières-sur-Oise, Moÿ-de-l'Aisne, Neuville, Sery-les-Mézières, Itancourt), groupe des 3 rivières (Mondrepuis, Saint-Michel), groupe du sud de l'Aisne (Crézancy, Condé-en-Brie, Saint-Eugène, Monthurel, Connigis, Montigny-les-Condé, Celles-les-Condé, Vallées-en-Champagne).

Vague n°2 : 13 communes

Beaurevoir, Seboncourt, Wassigny, Oisy, Etreux, Tupigny, Montigny-en-Arrouaise, Marly-Gomont, Blérancourt, Saint-Christophe-à-Berry, Berny-Rivière, Bucy-le-Long et Viels-Maisons.

Dans ce contexte, les collectivités pourront être orientées utilement vers les financements de l'Anah dédiés au traitement de l'habitat dégradé et à la production de loyers maîtrisés (RHI-THIRORI, MOI, VIR, DIIF, habitat participatif, habitat inclusif, prime de sortie de vacance, etc.).

II.2 Les objectifs et crédits 2025

Pour la mise en œuvre de ses priorités à travers les actions qu'elle conduit, les objectifs 2025 de réhabilitation fixés à la délégation locale de l'Aisne (hors délégation de compétence) sont les suivants (Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement – CRHH plénier du 11 mars 2025) :

	Aides aux propriétaires bailleurs	Aides aux propriétaires occupants		
Cible	Toutes thématiques	LHI / LTD Ma Prime Logement décent	Autonomie MaPrimeAdapt'	Maprime rénov' Parcours Accompagné
Objectifs	45	20	242	406

Les aides à l'habitat privé gérées en délégation locale de l'Aisne visent à intervenir sur 713 logements (925 en 2024) :

- l'objectif de propriétaires occupants accompagnés par « MPR Parcours accompagné » est fixé à 406 logements (469 en 2024, soit -13 %) ;
- l'objectif de propriétaires occupants assignés à la lutte contre l'habitat indigne au travers du dispositif « Ma Prime Logement Décent » sont identiques au réalisé 2024 ;
- le nouveau dispositif en matière de logements adaptés « MaPrimeAdapt' » a été créé en 2024. L'ambition est de financer 242 logements (417 en 2024) ;
- la programmation initiale en matière de propriétaires bailleurs prend en compte les aides pour 45 logements ;
- s'agissant des copropriétés dégradées et MPR Copro fragiles et saines, au regard de l'incertitude qui pèse sur les prévisions des travaux, la totalité de l'enveloppe est placée en réserve régionale. Les dotations seront déléguées au fil de l'eau selon l'avancement des projets.

Afin d'atteindre ces objectifs, la dotation définie pour la délégation locale de l'Aisne est de 21 025 337 € de dotation initiale dont 20 628 265 € d'aides aux travaux et 397 072 € d'aide à l'ingénierie classique.

Cette dotation initiale est en progression par rapport à celle de 2024 : + 23 %.

II.3 Présence d'un ou plusieurs délégataires des aides à la pierre sur le territoire

La Communauté d'Agglomération du Saint-Quentinois est délégataire de type 3 des aides à l'habitat privé (gestion des aides par la Collectivité) Elle possède son propre programme d'actions qui s'applique à toute demande de subventions pour des logements situés sur son territoire.

II.4 Les dispositifs programmés

Les opérations programmées en cours ou en attente au 1^{er} janvier 2025 sont cartographiées en annexe 1.

- **Opérations signées ou en cours :**

Désignation	Date de signature de Convention	Date de début	Date de fin	Engagement financier Anah (travaux et ingénierie)	Opérateur
OPAH de la Communauté de communes du Pays du Vermandois	29/10/2021	29/10/2021	28/10/2026	3 783 660 €	Citémétrie
OPAH de GrandSoissons Agglomération	03/01/2022	03/01/2022	31/12/2025	5 871 667 €	« en régie »
OPAH de la Communauté de communes Picardie des Châteaux	11/04/2023	11/04/2023	10/04/2026	1 933 167 €	« en régie »
PIG du PETR de Thiérache	01/07/2020	01/07/2020	30/06/2025	6 341 430 €	« en régie »
OPAH-RU du centre-ville de Château-Thierry	30/10/2018	05/11/2018	04/11/2025		Urbam Conseil
OPAH-RU Cœur de ville de Laon	31/08/2020	01/09/2020	31/08/2025	2 616 650 €	Soliha Aisne
OPAH-RU Cœur de ville de Soissons	31/12/2020	15/12/2020	14/12/2025	2 236 950 €	Urbam Conseil
OPAH-RU Cœur de ville de Saint-Quentin	18/01/2021	25/01/2021	24/01/2026	2 387 050 €	Citémétrie
OPAH-RU multi-sites sur 3 communes de la Communauté d'agglomération de la Région de Château-Thierry	29/10/2021	01/11/2021	31/10/2026	1 498 730 €	Urbam Conseil
OPAH-RU du PETR du Pays de Thiérache	17/02/2023	17/02/2023	16/02/2028		« en régie »
OPAH-RU multi-sites sur 30 quartiers de 6 communes de la Communauté d'agglomération de Chauny Tergnier La Fère	16/12/2024	01/01/2025	31/12/2029	9 718 848 €	Citémétrie

- **Pactes territoriaux signés ou en cours :**

Désignation	Date de signature de Convention	Date de début	Date de fin	Engagement financier Anah	Opérateur
Pacte territorial France Rénov' départemental (volet 1 et 2)	5/06/2025	01/01/2025	31/12/2027	510 000 €	SOLIHA02
Pacte territorial France Rénov de la Communauté d'agglomération de Chauny Tergnier La Fère (volet 1 et 2)	17/04/2024	01/01/2025	31/12/2029	92 900 €	Page9
Pacte territorial France Rénov de la Communauté d'agglomération de la Région de Château-Thierry (volet 1 et 2)	19/06/25	01/01/2025	31/12/2029	225 000 €	« en régie »
Pacte territorial France Rénov de la Communauté de communes de la Champagne Picarde (volet 1, 2 et 3)	28/05/2025	01/03/2025	28/02/2030	11 724 986 €	« en régie »

- Contractualisation de la convention d'OPAH-RU multisites de Marle et Crécy-sur-Serre- Étude pré-opérationnelle habitat de la CC Retz-en-Valois sur deux communes lauréates PVD : Villers-Cotterêts et La Ferté-Milon (en cours)
- Évaluation du dispositif OPAH-RU valant étude pré-opérationnelle habitat du centre-ville de Château-Thierry

- **Programmes et études démarrés ou susceptibles de démarrer en 2025 :**

- Prorogation d'un an du dispositif OPAH-RU du centre-ville de Laon
- Déploiement du Pacte territorial du PETR de Thiérache.

II.5 Les partenariats

Les partenariats se nouent dans le cadre des opérations programmées avec les collectivités qui aident financièrement les propriétaires privés. Le délégué local de l'Anah incite les collectivités à intervenir également en faveur des propriétaires bailleurs qui acceptent de conventionner dans le cadre du Loc'Avantages ou des propriétaires occupants dont les ressources sont très faibles, afin de déclencher des opérations qui ne pourraient l'être sans cette aide et notamment de compléter les dispositifs proposés par l'Anah et l'État en faveur de la lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique.

En 2025, la déclinaison locale du partenariat entre l'Anah et Action Logement restera une priorité de la délégation locale de l'Aisne. Aussi, dans le cadre des plans gouvernementaux ACV2, PVD et « Initiative Copropriétés », la Banque des Territoires est un partenaire de l'Anah au service des collectivités pour l'amélioration de l'habitat privé.

Par ailleurs, l'Anah et l'ANCT se sont engagés dans un partenariat entre les Espaces Conseil France Rénov' et le réseau France services depuis le 1^{er} janvier 2024 pour accompagner et faciliter l'accès aux ménages aux aides de l'Anah à la rénovation des logements, et aller au plus près des besoins des ménages, notamment ceux qui sont éloignés de l'administration et/ou du numérique.

Enfin, le réseau Procivis (Union Sociale pour l'Accession à la propriété) qui agit au nom et pour le compte des Sociétés anonymes Coopératives d'intérêt collectif et pour l'Accession à la propriété (SACICAP) et leurs filiales), a signé une convention avec l'Etat et l'Anah, fixant le cadre de ses interventions en soutien sur l'habitat privé pour les 8 prochaines années (2023-2030). Procivis s'engage à consacrer 500 millions d'euros à des actions d'accompagnement des politiques nationales et locales du logement autour des axes suivants : soutien à l'accession sociale à la propriété, soutien à l'adaptation du parc ancien (redressement des copropriétés fragiles et en difficulté, lutte contre la précarité énergétique, accès à un logement adapté et décent, etc.).

II.6 Conditions d'attribution des aides

II.6.1 Conditions communes aux propriétaires occupants et bailleurs

Observations générales :

Tous les dossiers qui font l'objet d'un rapport permettant de vérifier l'adéquation du projet à ses besoins réels (travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé, travaux de sécurité ou salubrité, travaux pour l'autonomie de la personne, travaux de rénovation énergétique, réhabilitation d'un logement locatif moyennement dégradé, travaux réalisés à la suite d'une procédure « règlement sanitaire départemental » ou d'un contrôle de décence) devront impérativement remédier à l'ensemble des besoins identifiés.

Afin de garantir le résultat d'une bonne réalisation de ces prestations, les travaux correspondants devront impérativement être réalisés par des professionnels du bâtiment (*article 13-A du RGA*) qui assureront la fourniture et la mise en œuvre des matériaux et équipements.

Les travaux de rénovation énergétique financés par l'Agence, y compris dans le cadre de travaux lourds, doivent être réalisés par des entreprises bénéficiant du label RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) lorsqu'un tel label existe pour les travaux (*Extrait de la délibération n° 2023-45 - article 4.3.3 : Recours à une entreprise RGE*). La notion de « label » intègre la « qualification » et la « certification » RGE.

Une mission de maîtrise d'œuvre réalisée par un maître d'œuvre professionnel, notamment un architecte ou un agréé en architecture est obligatoire pour des travaux subventionnables dont le montant excède 100 000 € HT (*article 4 et 35 du RGA*). Cette mission peut être exigée par le délégué local de l'Aisne pour certains types de travaux ou d'opérations en raison de leur montant ou de leur complexité (travaux sous arrêtés préfectoraux notamment). La notion de maîtrise d'œuvre complète recouvre des missions de diagnostic technique, de conception et définition du programme, de direction et contrôle d'exécution des travaux effectués par les entreprises, ainsi que le pilotage et la coordination du chantier. Elle s'entend forcément par le recours à un maître d'œuvre professionnel (notamment un architecte ou un agréé en architecture) à condition qu'il ne participe pas à la réalisation des travaux subventionnables et qu'il dispose des assurances responsabilité requises par la profession.

Les travaux ne doivent pas être commencés avant le dépôt de la demande de subvention. Toutefois, le délégué de l'Anah dans le département peut, à titre exceptionnel, accorder une subvention lorsque le dossier n'a pu être déposé qu'après le commencement des travaux, notamment en cas de travaux urgents en raison d'un risque manifeste pour la santé ou la sécurité des personnes ou en cas de travaux d'office réalisés par la commune ou l'État (*article 5 du RGA*).

En application de la délibération n°2023-52 du CA du 6 décembre 2023, une demande de subvention n'est recevable que si le montant des travaux subventionnables est au moins égal à 1 000 € HT, quelle que soit la nature de ces travaux (aucune dérogation possible). Cette condition est appréciée pour chaque dossier de demande de subvention.

Les immeubles ou logements doivent avoir été achevés depuis au moins quinze ans à la date de la notification de la décision de subvention. À titre dérogatoire, ce délai peut ne pas être exigé pour les travaux d'adaptation des logements aux besoins spécifiques des personnes handicapées ou des personnes âgées (sur justificatif du handicap ou sur la base d'un rapport d'ergothérapeute/diagnostic autonomie) ou pour des travaux répondant à une urgence formalisée (Art. 6 du RGA, R. 321-14 du CCH).

Aides publiques maximales attribuées :

Le montant de la subvention versée par l'Anah ne peut avoir pour effet de porter le montant des aides publiques directes à plus de 80 % du coût global de l'opération TTC³.

3 Le décret n° 2025-249 du 19 mars 2025 relatif aux aides de l'Agence nationale de l'habitat permet d'augmenter le taux d'écurement des aides publiques à 90 % pour les ménages modestes, qu'ils soient propriétaires occupants ou bailleurs, dans le cadre d'une rénovation d'ampleur. Cependant, il faudra attendre la publication prochaine de l'arrêté portant évolution du Règlement général de l'Agence nationale de l'habitat pour que ces dispositions entrent en vigueur. Dans l'attente, le taux de 80 % continue de s'appliquer.

Constituent des aides publiques, au sens de l'article R. 321-17 du CCH modifié, les subventions de l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements, les établissements publics à caractère administratif ou industriel et commercial (l'ADEME par exemple), l'Union européenne, les organismes d'assurance vieillesse obligatoire et les organismes chargés du service des prestations familiales, les aides aux riverains d'aérodromes pour la mise en œuvre des dispositions nécessaires à l'atténuation des nuisances sonores.

Toutefois, ce plafond peut être porté, à titre exceptionnel, jusqu'à 100 % du coût global de l'opération TTC pour les PO très modestes (voir grille de revenus en annexe 3) ainsi que pour tous les PO et PB dans les cas prévus par l'article 12 du RGA et par la délibération 2010-10 du CA de l'Anah du 19 mai 2010 notamment (conditions non cumulatives) :

- travaux pour l'autonomie de la personne,
- existence d'un arrêté de police administrative (sécurité ou salubrité) ,
- travaux de suppression du risque saturnin,
- existence avérée d'une situation d'insalubrité ou d'une situation de dégradation très importante constatée sur la base d'un rapport réalisé par un professionnel qualifié,
- travaux d'office réalisés par les communes ou leurs groupements,
- opérations réalisées sur des immeubles faisant l'objet d'un plan de sauvegarde, ou situées dans le périmètre d'une OPAH « copropriété en difficulté ».

Obligation de figurer sur la liste des travaux recevables :

L'article 4 du RGA prévoit que les travaux subventionnables par l'Anah doivent être déterminés par le Conseil d'administration de l'Agence. Les dispositions de la délibération n°2025-06 relatives à l'actualisation de la liste des travaux recevables et autres dépenses associées s'appliquent aux demandes déposées à compter du 1^{er} mai 2025. À compter de cette date, la délibération n° 2023-53 du 6 décembre 2023 est abrogée.

Par dérogation au caractère exclusif de cette liste et pour répondre à des besoins spécifiques, certains travaux peuvent être financés dans les conditions définies ci-après :

- Les travaux d'accessibilité ou d'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap (MaPrimeAdapt') : pour être financés, ces travaux doivent répondre aux trois conditions cumulatives suivantes :
 - x les travaux doivent être identifiés dans le diagnostic « autonomie » réalisé par l'opérateur effectuant une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage ou dans le rapport d'ergothérapeute afin de s'adapter à la situation et aux besoins des ménages ;
 - x seuls les travaux attachés à perpétuelle demeure sont financés, cela vise les travaux de gros œuvre et de second œuvre (électricité, isolation, cloisonnement, plomberie, chauffage, ventilation, menuiseries, escaliers, revêtements et équipement en mobilier) ;
 - x le fonctionnement des équipements ne doit pas être conditionné à la souscription d'un abonnement par le demandeur.
- Les travaux de restructuration de copropriétés en difficulté
- Les travaux de lutte contre l'habitat insalubre et dangereux

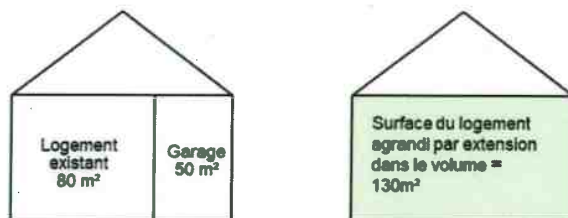
Les travaux non-subventionnables ne sont pas pris en compte dans le coût global de l'opération et, par conséquent, ils ne sont pas intégrés dans le calcul de l'écrêtement.

Règles relatives à la reconfiguration du logement :

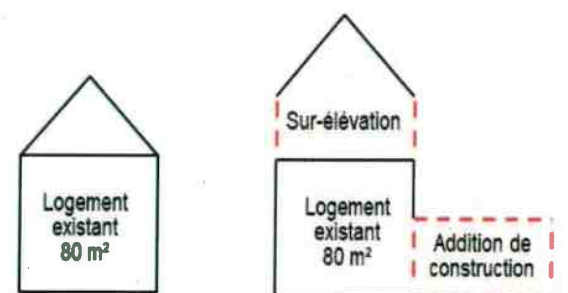
L'article R. 321-15 du CCH précise que sont exclus de l'aide de l'Anah, les travaux de réhabilitation lourde ayant pour effet d'apporter une modification importante au gros œuvre ou d'accroître sensiblement le volume ou la surface habitable des locaux d'habitation et qui équivalent à des travaux de construction ou de reconstruction à neuf. Cependant ce type de travaux peuvent être éligibles dans les cas suivants :

- en présence d'un arrêté de mise en sécurité (hors procédure d'urgence) ou de traitement de l'insalubrité si les travaux de réhabilitation lourde correspondent aux travaux listés dans les arrêtés,
- en travaux d'autonomie (MaPrimeAdapt'), si les travaux de réhabilitation lourde répondent directement à un besoin identifié dans le diagnostic « autonomie ».

- x **Agrandissement** : travaux envisagés dans une annexe au logement (grenier, garage, vérandas ou dépendance ayant cet usage), dans un local attenant : les agrandissements de logement peuvent être pris en compte, dans la mesure où l'intérêt du projet est justifié sur le plan économique, social, environnemental et technique (adapté à la taille du ménage, techniquement faisable, utile). Une tolérance est admise jusqu'au doublement de la surface (au-delà, le projet sera assimilé à une transformation d'usage).



- x **Extension** : augmentation de la surface bâtie par addition de construction ou surélévation : le programme de travaux doit rentrer dans un projet éligible (travaux lourds, autonomie, petite LHI). L'extension est limitée à 14 m² de surface plancher (ou 20 m² pour les dossiers autonomie MaPrimeAdapt' uniquement). Si l'extension par addition de construction, ou par surélévation est supérieure au seuil précisé ci-dessus, seule la partie du logement existant avant extension pourra être subventionnée.



Les aides de l'Anah ne sont pas de droit. Le délégué local de l'Anah dans le département peut refuser ou minorer une aide en fonction de l'intérêt économique, social et environnemental du projet et au regard des enveloppes d'autorisation d'engagement disponibles.

Le présent programme d'actions privilégie des règles de priorités qui peuvent être thématiques, territoriales ou plus particulièrement ciblées sur certaines catégories de bénéficiaires en fonction de critères liés aux revenus des demandeurs.

Les priorisations détaillées ci-dessous sont appliquées selon les dotations disponibles et par ordre de priorité.

II.6.2 Propriétaires occupants

Conditions générales

Les logements subventionnés par l'Anah doivent être occupés à titre de résidence principale, soit au moins huit mois sauf obligation professionnelle, raison de santé ou cas de force majeure.

En cas d'évolution de la réglementation nationale ayant un impact sur les dispositions réglementaires du PAT (plafonds de ressources, modification réglementaire), cette évolution sera applicable de droit par substitution au PAT.

Bénéficiaires non éligibles

Ne sont pas éligibles aux aides de l'Anah en faveur des propriétaires occupants :

- les propriétaires dont les logements ont été acquis dans le cadre d'une vente HLM depuis moins de cinq ans. Ce délai de cinq ans peut être réduit lorsque les travaux ont pour objet l'accessibilité ou l'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap.

Nature des travaux subventionnés

a) Travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé subventionnables au titre du dispositif « Ma prime Logement Décent »

Relèvent des travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé les travaux qui visent à résoudre une situation d'habitat indigne ou dégradé, réalisés dans les cas suivants :

- en présence d'un arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité pris en application du 1° (immeubles en situation de péril) ou 4° (locaux, installations, biens immeubles ou groupe de locaux, d'installations ou de biens immeubles en situation d'insalubrité) de l'article L. 511-2 du CCH, hors situations mentionnées à l'article L. 511-19 du CCH et à l'article L. 1331-23 du code de la santé publique ;
- en présence d'un arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité pris en application du 2° de l'article L. 511-2 du CCH, hors situations mentionnées à l'article L. 511-19 du CCH ;
- en cas d'existence avérée d'une situation de dégradation importante ou très importante, constatée sur la base d'un rapport d'analyse réalisé par un professionnel qualifié à l'aide d'une grille d'évaluation de la dégradation de l'habitat ;
- en cas d'existence avérée d'une situation d'insalubrité, constatée sur la base d'un rapport d'analyse réalisé par un professionnel qualifié à l'aide d'une grille d'évaluation de l'insalubrité de l'habitat ;
- à la suite d'une notification de travaux prise en application du deuxième alinéa de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique (travaux de suppression du risque saturnin) ;
- à la suite d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) mentionné à l'article L. 1334-5 du code de la santé publique et mettant en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb. Le CREP doit avoir été réalisé au cours des deux années précédant le dépôt du dossier.

Sont prioritaires au rang :

1. Les demandes de subvention déposées par des propriétaires occupants très modestes et modestes pour un logement dégradé ou relevant d'une situation d'habitat indigne situé dans les **secteurs d'interventions en application des programmes nationaux (ACV, PVD, communes labellisées Villages d'avenir, quartier de la politique de la ville...) **et/ou couverts par un dispositif opérationnel de renouvellement urbain (OPAH-RU), et faisant l'objet d'une aide complémentaire de la collectivité.****

2. Toutes demandes de subvention déposées par des propriétaires très modestes et modestes pour un logement très dégradé ou relevant d'une situation d'habitat indigne. Les dispositifs contractuels (OPAH/PIG en cours en 2025, pactes territoriaux avec volets accompagnement) qui accompagnent une politique plus généraliste sont destinés à traiter de l'indignité diffuse et relèvent d'une priorité de second rang.

Ces projets prioritaires de travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé doivent respecter les modalités particulières suivantes :

- **Qualification avérée de l'insalubrité ou de la dégradation pour les cas ne relevant pas d'un arrêté :**

<i>Évaluation de l'insalubrité d'un logement occupé</i>	Coefficient d'insalubrité (CI) $\geq 0,40$ ou Indice de dégradation (ID) $\geq 0,35$
<i>Évaluation de la dégradation d'un logement vacant ou occupé</i>	

• **Niveau de performance énergétique minimum** : le caractère subventionnable des travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé n'est pas conditionné à l'atteinte d'un niveau de performance énergétique ou d'une classe minimum. En revanche, pour les logements relevant avant ou après travaux au minimum d'une classe E, le propriétaire occupant bénéficie d'un plafond de travaux subventionnable majoré par rapport au propriétaire occupant dont le logement n'atteint pas cette classe.

• **Avis préalable** : un avis préalable peut être demandé par le délégué de l'Agence dans le département afin de vérifier les conditions d'éligibilité aux financements pour travaux lourds et d'opportunité du projet. Ce dossier contiendra à minima une description synthétique du projet, des photographies de l'existant, des plans ou croquis de l'existant et de l'état projeté, les grilles d'évaluation ou arrêtés et une estimation sommaire des coûts.

• **Absence d'intérêt social du projet** : la surface du logement, sa typologie, le volume de travaux nécessaires pour rendre habitable le logement, l'inadéquation de la typologie du logement à la composition familiale peuvent conduire le délégué de l'Agence dans le département à rejeter le projet pour absence d'intérêt social. Cette notion d'inadéquation manifeste de typologie du logement à la taille du ménage s'applique principalement aux situations d'acquisition récentes pour lesquelles le demandeur n'occupe pas le logement à la date de dépôt du dossier.

b) Travaux pour l'autonomie de la personne au titre du dispositif Ma Prime Adapt'

Il s'agit des travaux permettant d'adapter le logement et ses accès aux besoins spécifiques d'une personne en situation de perte d'autonomie liée au vieillissement ou au handicap. Conformément à la réglementation, le bénéfice d'une aide aux travaux d'accessibilité ou d'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap (Ma Prime Adapt') est réservé :

- aux personnes en situation de handicap remplissant l'une des deux conditions suivantes :
 - présentant un taux d'incapacité d'au moins 50 % justifié par une décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) ou du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ;
 - bénéficiaires de la PCH ;
- aux personnes âgées de 60 à 69 ans justifiant d'un groupe iso-ressources (GIR) de 1 à 6 attesté alternativement par :
 - un organisme de gestion des régimes obligatoires de la sécurité sociale, le conseil départemental (notamment au travers de la décision d'octroi de l'allocation personnalisée d'autonomie) ou toute personne mandatée par ces derniers ;
 - ou un médecin ;
- aux personnes âgées d'au moins 70 ans sans condition de GIR.

Le respect de ces conditions est apprécié à la date du dépôt de la demande de subvention.

Conformément à la circulaire de programmation 2025, **il n'est pas prévu de mesure de priorisation. Lors de la création de compte sur le service en ligne (SEL), de nouvelles questions ont été rajoutées pour évaluer l'urgence pour l'usager de réaliser des travaux d'autonomie. S'il est identifié que le manque d'adaptation du logement a déjà mis en danger le demandeur, le dossier est alors étiqueté « prioritaire ». Ces dossiers seront traités en priorité.**

Il convient de rappeler que :

- les travaux financés par Ma Prime Adapt' doivent permettre d'adapter le logement (et les accès au logement) aux besoins spécifiques d'une personne en situation de handicap ou de perte d'autonomie et identifiés dans l'un des diagnostics de travaux (diagnostic autonomie, rapport ergothérapeute, etc.).
- les travaux induits sont également éligibles à la prise en charge par MaPrimeAdapt' et devront être clairement affichés dans le diagnostic.

Le montant de ces travaux induits est généralement faible par rapport au projet et sont :

1/ travaux directement liés aux travaux d'autonomie (exemple : démolition, dépose des équipements, préparation des supports, reprise partielle de sol, ...) ;

2/ travaux permettant d'assurer la sécurisation des travaux prioritaires (exemple : l'installation d'un équipement électrique dans le cadre de d'un projet « autonomie » nécessite, pour en garantir un bon fonctionnement et l'usage en toute sécurité pour le propriétaire occupant ou locataire, etc.) ;

3/ travaux permettant d'assurer la pérennité des supports (exemple : le remplacement d'une fenêtre ou d'une porte vétuste présentant un revêtement plombé supérieur aux seuils réglementaires ou la suppression d'une fuite pouvant dégrader les éléments améliorés).

- les travaux suivants sont exclus du dispositif d'aide MPA : la pose de revêtement de sol (hors reprise partielle en carrelage ou revêtement antidérapant), les miroirs de salle de bains (hors miroirs inclinables PMR qui sont bien recevables), les meubles vasques "classiques" ne répondant pas à un besoin spécifique pour une personne en situation de handicap ou de perte d'autonomie, les sèche-serviettes (hors PMR).

- Ma Prime Adapt' ne finance pas la réfection/rénovation globale d'une salle de bain. Le diagnostic doit énumérer clairement les travaux liés à l'autonomie de la personne, ainsi que les travaux induits.

- Précisions concernant la pose de volets roulants motorisés

Il est possible de subventionner les volets roulants dans le cas d'un projet de travaux d'autonomie pour des personnes ne parvenant plus à manœuvrer des persiennes classiques ou lorsqu'il est impossible de les équiper d'un mécanisme motorisé (bras électriques, etc.). Ces travaux doivent être impérativement conformes aux prescriptions figurant dans le rapport d'ergothérapeute ou le diagnostic autonomie.

Si une subvention est demandée pour la pose de menuiseries avec volets roulants incorporés dans le cadre de travaux pour l'autonomie de la personne, seul le coût des volets roulants pourra être retenu si ledit coût est clairement identifiable dans le devis. Dans le cas contraire (coût des volets roulants non identifiable), une part forfaitaire correspondant à la moitié du montant des travaux sera subventionnée au titre des travaux pour l'autonomie de la personne.

d) Travaux de rénovation énergétique au titre de MaPrimeRénov' Parcours Accompagné

Il s'agit de projet de travaux de rénovation énergétique globale visant à améliorer la performance énergétique du logement et remplissant les trois conditions cumulatives suivantes :

- ils permettent un gain d'au moins deux classes au sens de l'article L. 173-1-1 du CCH, justifié par un audit énergétique ou une évolution énergétique ;
- ils comprennent deux gestes d'isolation dans deux familles de travaux différentes : l'isolation doit concerner au moins 25 % de la surface finale éligible à la subvention ;
- ils répondent aux critères définis à l'article 13-2 de l'arrêté du 17 novembre 2020 modifié relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique (**cf. annexe 8**).

Aucune aide pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique ne peut être attribuée par l'Agence dans le cas où :

- les travaux projetés conduisent à une augmentation des gaz à effet de serre ;
- le projet de travaux prévoit l'installation ou le remplacement d'une chaudière alimentée majoritairement aux énergies fossiles (fioul, gaz, charbon) ;
- après travaux, la chaudière ou la production d'eau chaude sanitaire du logement est alimentée majoritairement au fioul.

• Accompagnement MAR' obligatoire : l'octroi d'une aide MaPrimeRénov' Parcours accompagné pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique est conditionné à l'accompagnement obligatoire du bénéficiaire.

Cet accompagnement obligatoire est réalisé par un opérateur agréé au titre de l'article L. 232-3 du code de l'énergie, dans les conditions définies par les articles R. 232-2 et suivants du même code et par l'arrêté du 21 décembre 2022 modifié relatif à la mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat.

• Règles relatives à la production d'un audit ou d'une évaluation énergétique : cf. annexe 9.

Conformément à la circulaire de programmation 2025, **il n'est pas prévu de mesure de priorisation et de régulation sur cette thématique.**

e) Autres travaux subventionnables

Les dossiers de demande de subvention pour des projets de travaux qui ne se rapportent pas aux différents types de travaux prioritaires listés aux ci-dessus ne seront pas financés, à l'exception suivante :

- En application de la délibération n°2023-45, une aide pourra exceptionnellement être attribuée, dans certaines situations, **aux propriétaires occupants de ressources très modestes** pour les projets de travaux de mise en conformité des installations d'assainissement non-collectif. L'octroi d'une aide est subordonné au respect des conditions suivantes :
 - le dossier est visé préalablement par le service en charge des missions visées au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales (service public de l'assainissement non collectif – SPANC) ;
 - l'obligation de mise en conformité des installations existantes a été notifiée au propriétaire dans le cadre du SPANC (document à joindre au dossier de demande de subvention) ;
 - les travaux sont financés par l'Agence de l'eau, directement ou par l'intermédiaire de la collectivité locale (la décision permettant d'attester le montant prévisionnel de l'aide accordée par l'Agence de l'eau ou par la collectivité territoriale est jointe au dossier de demande de subvention) ;
 - en tout état de cause, l'aide de l'Anah ne peut pas être supérieure au montant de l'aide accordée par l'Agence de l'eau ou par la collectivité territoriale.

II.6.3 Propriétaires bailleurs

Conditions générales

Les règles et modalités financières nationales ainsi que les dispositions propres à chaque programme visé au II. 4. seront appliquées à l'exception des dispositions ci-après.

En cas d'évolution de la réglementation nationale ayant un impact sur les dispositions réglementaires du PAT (plafonds de ressources, modification réglementaire), cette évolution sera applicable de droit par substitution au PAT.

Pour les conventionnements de logements locatifs avec travaux subventionnés par l'Anah, la localisation du logement sera un critère étudié (proximité de commerces et services, desserte par un réseau de transport public, situation par rapport au bassin d'emploi, insuffisance ou inadéquation de l'offre de logement par rapport à la demande...). Les aides aux travaux en direction des propriétaires bailleurs sont fléchées en priorité en direction des territoires suivants :

- les communes relevant des programmes nationaux (ACV, PVD, Logements d'abord, quartier de la politique de la ville, communes labellisées Village d'avenir),
- les OPAH-RU ou OPAH Copropriétés Dégradées (CD).

Tous les logements locatifs faisant l'objet d'une convention avec l'Anah doivent être décents (avec ou sans travaux).

Règles particulières d'instruction et de financements

• Règles relatives aux financements de logements vacants / transformation d'usage :

Le contexte axonais particulier de marché immobilier détendu a conduit le délégué de l'Agence dans le département à valider un programme d'action qui recentre prioritairement les financements des projets locatifs vacants sur des territoires à fort enjeu de renouvellement urbain ou de centre-bourg, où l'effet levier sera significatif (OPAH-RU, OPAH-CD, programmes ACV, PVD, Villages d'avenir, quartier de la politique de la ville). Pour autant, le financement de projets locatifs en dehors de cette « géographie prioritaire » peut présenter un intérêt. La grille ci-dessous est une aide à l'analyse, socio-économique et environnementale des projets locatifs. Le projet doit respecter au moins six des « critères principaux » pour être subventionnable.

	1. Aspect social	2. Aspect environnemental	2. Aspect économique
Critères principaux	<p>Le projet est situé sur une commune de centralité disposant d'un bon niveau d'équipement, de transport et de services.</p> <p>La demande locative sociale est avérée et pérenne.</p> <p>Le projet de travaux concourt à une réduction importante des charges locatives.</p> <p>La pratique d'un loyer conventionné constitue une réelle modération de loyer au regard d'une location en loyer libre pour un logement similaire.</p>	<p>Le projet est situé dans un environnement favorable : quartier résidentiel, proximité des commerces et des transports en commun, facilités de stationnement, calme, etc.</p> <p>Le projet se situe dans les tissus urbains existants et participe à requalification du centre-ville ou du centre-bourg.</p> <p>Les parties communes ou privatives ont une bonne qualité d'usage et de cadre de vie (locaux communs adaptés aux usagers, spacieuses, espaces extérieurs, etc.).</p>	<p>Le coût de l'opération est inférieur au coût d'une opération de démolition/reconstruction.</p> <p>Le projet prévoit une maîtrise d'œuvre complète la nature et le coût prévisionnel des travaux sont suffisants pour garantir la qualité du logement et répondre aux besoins de travaux repérés.</p> <p>L'opération fait partie d'un dispositif opérationnel (OPAH-RU, PIG Pacte territorial avec accompagnements) qui comporte des aides complémentaires des collectivités.</p>

Un avis préalable est obligatoire avant de solliciter une demande de subvention auprès de l'Anah excepté pour les projets localisés dans les secteurs d'intervention en application des programmes nationaux et/ou couverts par un dispositif opérationnel de renouvellement urbain. Le dossier contiendra à minima une description synthétique du projet, des photographies de l'existant, des plans ou croquis de l'existant et de l'état projeté, les grilles d'évaluation ou arrêtés et une estimation sommaire des coûts.

• Règles relatives à la taille des locaux :

L'Anah ne souhaite pas inciter les propriétaires bailleurs à rechercher à accroître leur rendement locatif au détriment du confort des locataires via une division de logement excessive. C'est pourquoi, en cas de redistribution de logements dans un immeuble ou en cas de transformation d'usage, les logements dont la surface habitable serait inférieure à 35 m² après travaux (seuil correspondant à un logement de deux pièces principales) ne sont pas prioritaires. Toutefois, le délégué de l'agence dans le département peut déroger à ce critère de sélectivité afin de répondre aux besoins en logements de petite taille des collectivités. Les orientations figurant dans les documents de mise en œuvre de la politique locale de l'habitat (cf. PLH – PLUiH) doivent permettre d'objectiver l'intérêt du projet.

• Règles relatives aux dossiers locataires :

Les dossiers de locataires du parc privé qui satisfont aux mêmes conditions de ressources que les propriétaires occupants et qui occupent le logement à titre de résidence principale, pourront être subventionnés uniquement pour des travaux énumérés ci-dessous :

- travaux de mise en décence en application des articles 1 à 4 du décret n° 2002-120 du 30/01/2002 modifié relatif aux caractéristiques du logement décent ;
- travaux pour l'autonomie de la personne réalisés avec l'accord exprès du bailleur.

Conditions liées au type de loyer à pratiquer et à la durée d'engagement

Il ne sera financé aucun dossier de logement à loyer libre. La condition de conventionnement n'est pas exigée pour les logements ayant fait l'objet de travaux de rénovation énergétique réalisés par des personnes physiques au titre du dispositif « MaPrimeRénov' Parcours accompagné ».

Le demandeur conserve néanmoins la faculté de conclure une convention avec l'Anah en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH.

Le conventionnement Anah « Loc' Avantages » avec (CAT) ou sans travaux (CST) peut être conclu quels que soient les 3 niveaux de loyers définis réglementairement et prenant les appellations Loc1, Loc 2 et Loc3.

Les projets de conventionnement sont examinés par le délégué de l'Anah qui juge de leur opportunité économique et sociale. Il est exigé une mixité des loyers pour toute opération comportant plusieurs logements en CAT : parmi les logements subventionnés, 20 % devront être en Loc 3, 40 % en Loc 2 et 40 % en Loc 1. Les calculs sont arrondis au nombre entier mathématiquement le plus proche. Exemples : 1,2 arrondi à 1 logement, 1,5 arrondi à 2 logements, etc.

Conditions liées à la performance énergétique du logement

L'octroi de la subvention est conditionné à l'atteinte d'un certain niveau de performance énergétique après travaux, constaté au moyen de l'audit énergétique ou d'une évaluation énergétique (cf. annexe 9) qui indique la classe du logement au sens de l'article L. 173-1-1 du CCH :

- telle que résultant de la situation existante avant la réalisation des travaux ;
et
- telle que projetée après travaux.

Après travaux, le logement subventionné doit au moins être en classe « D » au sens de l'article L. 173-1-1 du CCH. Par dérogation, le niveau de performance exigé après travaux peut correspondre à la classe « E » dans les deux cas suivants :

- pour les travaux de rénovation énergétique réalisés au titre du dispositif « MaPrimeRénov' Parcours accompagné » ;
- dans les cas d'une impossibilité technique, d'un risque sanitaire ou d'un surcoût disproportionné par rapport à l'objectif initial de l'intervention, tels que définis dans une instruction du directeur général.

Aucune aide pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique au titre du dispositif « MaPrimeRénov' Parcours accompagné » ou « Habiter Mieux » ne peut être attribuée par l'Agence dans le cas où :

- les travaux projetés conduisent à une augmentation des gaz à effet de serre ;
- le projet de travaux prévoit l'installation ou le remplacement d'une chaudière alimentée majoritairement aux énergies fossiles ;
- après travaux, la chaudière ou la production d'eau chaude sanitaire du logement est alimentée majoritairement au fioul.

Nature des travaux subventionnés

a) Travaux de rénovation énergétique du titre du dispositif « Habiter Mieux »

Il s'agit de projet de travaux de rénovation énergétique globale visant à améliorer la performance énergétique du logement et permettant d'atteindre une efficacité énergétique d'au moins 35 % justifiée par un audit ou par dérogation une évaluation énergétique, ouvrant droit à une prime Habiter Mieux complémentaire.

Le dispositif « Habiter Mieux » est ouvert aux propriétaires bailleurs personnes physiques ou morales, sans conditions de ressources et indépendamment du nombre de logements bénéficiant d'une subvention de l'Anah.

L'éco-conditionnalité à l'étiquette « D » doit être respectée après travaux (dérogation possible au cas par cas – cf. paragraphe « Conditions liées à la performance énergétique du logement »).

Conformément à la circulaire de programmation 2025, **il n'est pas prévu de mesure de priorisation et de régulation pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique.**

b) Travaux de rénovation énergétique du titre du dispositif « MaPrimeRénov' Parcours accompagné »

Il s'agit de travaux d'économie d'énergie qui remplissent les trois conditions cumulatives suivantes :

- ils permettent un gain d'au moins deux classes au sens de l'article L. 173-1-1 du CCH, justifié au moyen de l'audit énergétique ou d'une évaluation énergétique (cf. annexe 9) ;
- ils comprennent des travaux d'isolation ;
- ils répondent aux critères définis à l'article 13-2 de l'arrêté du 17 novembre 2020 relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique.

L'aide MPR Parcours accompagné est ouverte aux propriétaires bailleurs personnes physiques aux ressources « très modestes » et « modestes » dans la limite de trois logements bénéficiant d'une subvention de l'Anah pour des travaux de rénovation énergétique au cours d'une période de cinq ans à compter de la première demande de subvention formulée à partir du 1^{er} juillet 2024 (instruction locale).

Conformément à la circulaire de programmation 2025, **il n'est pas prévu de mesure de priorisation et de régulation pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique.**

c) Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé

Il s'agit de travaux de grande ampleur et d'un coût élevé visant à résoudre une situation d'habitat indigne particulièrement grave dans un logement occupé, ou de dégradation très importante. Cette modalité de financement, dite « travaux lourds », est applicable uniquement dans :

→ trois cas liés à une situation d'habitat indigne :

- existence d'un arrêté de traitement de l'insalubrité pris en application des articles L. 1331-23 du Code de la Santé Publique ;
- existence d'un arrêté mise en sécurité (hors procédure d'urgence) pris en application du 1^o ou 4^o de l'article L. 511-2 du CCH, hors situations mentionnées à l'article L. 511-19 du CCH et à l'article L. 1331-23 du Code de la Santé Publique ;
- existence avérée d'une situation d'insalubrité, constatée sur la base d'un rapport d'analyse réalisé par un professionnel qualifié à l'aide de la grille d'évaluation de l'insalubrité de l'habitat figurant à l'annexe V de l'instruction du 31 décembre 2007 relative aux subventions de l'Anah dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne.

→ et un cas lié à une situation de dégradation de l'habitat :

- de l'existence avérée d'une situation de dégradation très importante de l'habitat, constatée sur la base d'un rapport d'analyse réalisé par un professionnel qualifié à l'aide de la grille d'évaluation de la dégradation de l'habitat, annexée à l'instruction du 4 octobre 2010 relative aux aides de l'Anah octroyées aux propriétaires occupants, aux propriétaires bailleurs, et à certains autres bénéficiaires à compter du 1^{er} janvier 2011.

Dans le cas d'une demande portant sur plusieurs logements, le plafond de travaux majoré peut être appliqué pour l'ensemble des logements subventionnés lorsque :

- l'objet principal du projet de travaux lourds porte sur les parties communes du bâtiment, et que la situation d'habitat indigne particulièrement grave ou de dégradation très importante concerne ces parties communes ;
- le projet de travaux lourds consiste en un traitement d'ensemble du bâtiment, et que la surface habitable des logements objets de la demande, et reconnus en situation d'habitat indigne particulièrement grave ou de dégradation très importante, représente plus de la moitié de la surface habitable totale de ce bâtiment.

Sont prioritaires au rang :

1. Les demandes de subvention déposées par des propriétaires bailleurs pour un logement occupé ou vacant très dégradé ou relevant d'une situation d'habitat indigne situé dans les secteurs d'interventions en application des programmes nationaux (ACV, PVD, quartier de la politique de la ville, Villages d'avenir) et/ou couverts par un dispositif opérationnel de renouvellement urbain (OPAH-RU).

2. Toutes demandes de subvention déposées par des propriétaires bailleurs pour un logement très dégradé ou relevant d'une situation d'habitat indigne.

Ces projets prioritaires de travaux lourds doivent respecter les modalités particulières suivantes :

• Qualification avérée de l'insalubrité ou de la dégradation pour les cas ne relevant pas d'un arrêté :

<i>Évaluation de l'insalubrité d'un logement occupé</i>	Coefficient d'insalubrité (CI) $\geq 0,40$ ou Indice de dégradation (ID) $\geq 0,55$
<i>Évaluation de la dégradation d'un logement vacant ou occupé</i>	

• Avis préalable : un avis préalable peut être demandé par le délégué de l'Agence dans le département afin de vérifier les conditions d'éligibilité aux financements des travaux et d'opportunité du projet. Ce dossier contiendra à minima une description synthétique du projet, des photographies de l'existant, des plans ou croquis de l'existant et de l'état projeté, les grilles d'évaluation ou arrêtés et une estimation sommaire des coûts.

d) Travaux de sécurité ou salubrité de l'habitat dans un logement occupé

Il s'agit de travaux dans un logement occupé permettant soit de traiter la salubrité ou la mise en sécurité d'ampleur limitée dont la résolution ne nécessite pas des travaux lourds et qui dispose :

- d'un arrêté mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité pris respectivement en application du 1° ou 4° de l'article L. 511-2 du CCH, hors situations mentionnées à l'article L. 511-19 et à l'article L. 1331-23 du CSP ;
- d'un arrêté mise en sécurité pris en application du 2° de l'article L. 511-2 du CCH (mise en sécurité des équipements communs) hors situations mentionnées à l'article L. 511-19 ;
- d'une notification de travaux prise en application du deuxième alinéa de l'article L. 1334-22 du CSP (travaux de suppression du risque saturnin) ;
- d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) mentionné à l'article L. 1334-5 du CSP et mettant en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté du 25 avril 2006 relatif au constat de risque d'exposition au plomb. Le CREP doit avoir été réalisé au cours des deux années précédant le dépôt du dossier ;
- de l'existence avérée d'une situation d'insalubrité, constatée sur la base d'un rapport d'analyse réalisé par un professionnel qualifié à l'aide de la grille d'évaluation de l'insalubrité de l'habitat figurant à l'annexe V de l'instruction du 31 décembre 2007 relative aux subventions de l'Anah dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne.

Sont prioritaires au rang :

1. Les demandes de subvention déposées par des propriétaires bailleurs pour un logement occupé ou vacant très dégradé ou relevant d'une situation d'habitat indigne situé dans les secteurs d'interventions en application des programmes nationaux (ACV, PVD, quartier de la politique de la ville, Villages d'avenir) et/ou couverts par un dispositif opérationnel de renouvellement urbain (OPAH-RU).
2. Toutes demandes de subvention déposées par des propriétaires bailleurs pour un logement occupé.

Ces projets prioritaires de travaux de sécurité et salubrité de l'habitat doivent respecter les modalités particulières suivantes :

- Qualification avérée de l'insalubrité pour les cas ne relevant pas d'un arrêté :

<i>Évaluation de l'insalubrité d'un logement occupé</i>	0,30 ≤ CI < 0,40
--	----------------------------

e) Travaux pour réhabiliter un logement dégradé

Il s'agit des travaux permettant de résoudre une situation avérée de dégradation « moyenne », constatée sur la base d'un rapport d'analyse réalisé par un professionnel qualifié à l'aide d'une grille d'évaluation de la dégradation de l'habitat.

Sont prioritaires au rang :

1. Les demandes de subvention déposées par des propriétaires bailleurs pour un logement occupé ou vacant très dégradé ou relevant d'une situation d'habitat indigne situé dans les secteurs d'interventions en application des programmes nationaux (ACV, PVD, quartier de la politique de la ville, Villages d'avenir) et/ou couverts par un dispositif opérationnel de renouvellement urbain (OPAH-RU).
2. Toutes demandes de subvention déposées par des propriétaires bailleurs pour un logement occupé.

Ces projets prioritaires de travaux lourds doivent respecter les modalités particulières suivantes :

- Qualification avérée de l'insalubrité ou de la dégradation pour les cas ne relevant pas d'un arrêté :

Évaluation de la dégradation d'un logement vacant ou occupé	$0,35 \leq ID < 0,55$
--	--

• Avis préalable : un avis préalable peut être demandé par le délégué de l'Agence dans le département afin de vérifier les conditions d'éligibilité aux financements des travaux et d'opportunité du projet. Ce dossier contiendra à minima une description synthétique du projet, des photographies de l'existant, des plans ou croquis de l'existant et de l'état projeté, les grilles d'évaluation ou arrêtés et une estimation sommaire des coûts.

f) Travaux pour l'autonomie de la personne

Il s'agit des travaux permettant d'adapter le logement et ses accès aux besoins spécifiques d'une personne en situation de perte d'autonomie liée au vieillissement ou au handicap. Conformément à la réglementation, le demandeur doit justifier de la nécessité de ces travaux en fournissant un justificatif de handicap ou de perte d'autonomie et un document permettant de vérifier l'adéquation du projet à ses besoins réels (diagnostic technique).

Conformément à la circulaire de programmation 2025, **il n'est pas prévu de mesure de priorisation.**

g) Travaux de transformation d'usage

Conformément à l'article R. 321-15 du CCH, les travaux pour une transformation d'usage doivent avoir pour objet principal :

- la transformation en logement d'un local autonome dont l'affectation principale d'origine n'est pas à usage d'habitation ;
- ou, la transformation en pièce habitable d'un local attenant au logement et affecté à l'origine à un autre usage que l'habitation.

Les demandes de subventions pour les projets de transformation d'usage seront examinés au cas par cas selon l'intérêt économique, social, technique et environnemental du projet (cf. règles relatives aux financements de logements vacants / transformation d'usage / division d'immeubles) :

Premier cas :

Création de surface habitable dans l'enveloppe d'un logement existant (combles) : il s'agit d'une restructuration de logement ou d'une division dans le cadre d'une réhabilitation complète. Les logements devront être disposés verticalement sur plusieurs niveaux, y compris les combles, et non un par niveau (pas d'unité dans les combles).

Deuxième cas :

Création de surface habitable complémentaire à un logement existant, dans un local attenant non affecté à l'habitation : la surface créée devra être inférieure à la surface habitable existante au sol.

Troisième cas :

Création de logement dans un bâtiment non affecté à l'habitation principale (grange, local commercial, etc.) : Les transformations d'usage et création de logements par division, avec production de loyer conventionné, pourront être admises uniquement en centre bourg pour résorber une friche commerciale ou autre. Le logement créé devra être situé en centre bourg et desservi par tous les services nécessaires et utiles aux futurs locataires.

Un avis préalable est obligatoire avant de solliciter une demande de subvention auprès de l'Anah. Ce dossier contiendra à minima une description synthétique du projet, des photographies de l'existant, des plans ou croquis de l'existant et de l'état projeté, les grilles d'évaluation ou arrêtés et une estimation sommaire des coûts.

h) Travaux réalisés à la suite d'une procédure « règlement sanitaire départemental » ou d'un contrôle de décence

Il s'agit de travaux compris dans un projet d'amélioration ne justifiant pas l'application de travaux majoré et qui permettent de résoudre :

- situation de non-conformité au règlement sanitaire départemental (RSD) ou, à compter du 1er octobre 2023, aux règles sanitaires d'hygiène et de salubrité définies par le décret n° 2023-695 du 29 juillet 2023, ayant donné lieu à une prescription des actions utiles à la disparition des causes de non-conformité ou
- une situation de non-décence mise en évidence à la suite d'un contrôle diligenté par la caisse d'allocations familiales (CAF) ou la caisse de la mutualité agricole (CMSA), ou pour le compte de ces dernières.

À l'appui de sa demande, le bénéficiaire joint les éléments de diagnostic et de préconisation de travaux produits au cours de la procédure concernée.

L'éco-conditionnalité à l'étiquette « D » doit être respectée après travaux (dérogation possible au cas par cas – cf. paragraphe « Conditions liée à la performance énergétique du logement »).

Il n'est pas prévu de mesure de priorisation pour cette cible d'intervention.

II.6.4 Règles locales concernant les travaux recevables

Les volets roulants (électriques ou non) sont subventionnables uniquement si :

- Ils accompagnent un projet global de rénovation énergétique en maison individuelle (MPR PA) ou en copropriété (MPR Copro). De ce fait, ils doivent d'une part être mentionnés dans l'audit (ou évaluation) énergétique et d'autre part contribuer au saut d'étiquette ou au gain (et donc être isolants).
- Ils sont dans un projet « autonomie » pour des personnes ne parvenant plus à manœuvrer des persiennes classiques ou lorsqu'il est impossible de les équiper d'un mécanisme motorisé (bras électriques, etc.). Ces travaux doivent être impérativement conformes aux prescriptions figurant dans le rapport d'ergothérapeute ou le diagnostic autonomie. Si une subvention est demandée pour la pose de menuiseries avec volets roulants incorporés dans le cadre de travaux pour l'autonomie de la personne, seul le coût des volets roulants pourra être retenu si ledit coût est clairement identifiable dans le devis. Dans le cas contraire (coût des volets roulants non identifiable), une part forfaitaire correspondant à la moitié du montant des travaux sera subventionnée au titre des travaux pour l'autonomie de la personne.

Les vérandas

Si la véranda est chauffée avant et après travaux : alors elle est comprise dans la surface renseignée dans l'audit avant et après travaux, et les travaux de rénovation sur celle-ci sont éligibles.

Si la véranda n'est pas chauffée avant travaux, mais qu'elle est chauffée après travaux : alors la véranda est considérée comme une extension. Les travaux de rénovation énergétique sur celle-ci sont éligibles uniquement si la surface de la véranda est inférieure à 14m².

Si la véranda n'est pas chauffée, ni avant ni après travaux : alors les travaux de rénovation énergétique sur celle-ci ne sont pas éligibles.

Mise aux normes électriques

Une installation électrique non conforme ne peut à elle seule justifier un financement de l'Anah. L'état de l'installation électrique est en revanche un des critères de la grille d'analyse de la dégradation du logement et de la grille d'analyse de l'insalubrité de l'habitat. Une mise aux normes électriques peut donc potentiellement être financée dans le cadre d'un projet destiné à résoudre des situations de dégradation ou d'insalubrité plus globales.

Prises de courant, points lumineux et interrupteurs

Dans le cadre d'une rénovation électrique lourde s'insérant dans le champ d'intervention des travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé, l'Anah limite ses financements au minimum d'appareillages (interrupteurs, prises de courant, prises multimédias RJ45, points lumineux) imposés par la norme électrique NF C 15-100 pour répondre aux besoins de chaque espace du logement.

Réfection de couverture

Dans le cadre d'une demande de financement de travaux de rénovation énergétique d'ampleur, les travaux d'étanchéité d'une partie de toiture fuyarde peuvent être financés au titre des travaux induits par un projet de travaux de rénovation énergétique dans le cadre d'un dossier MPR/PA.

Dans la pratique, les travaux de réfection complète de la toiture sont onéreux. **Afin de limiter ce coût, le plafond de travaux de toiture est limité à 10 000 € HT.**

L'état de la toiture sera identifié au regard du diagnostic réalisé (des photos et/ou un rapport de visite pourront être demandés en complément pour démontrer les désordres).

Équipements sanitaires et cuisine

Il sera procédé aux limitations suivantes :

- meuble sous lavabo de salle de bains : seul ce mobilier sera financé et le montant maximum de la dépense subventionnable sera de 300 € HT (fourniture). Déplafonnement possible en fonction du diagnostic autonomie/rapport d'ergothérapie pour un besoin de meuble spécifiquement adapté au passage d'un fauteuil roulant ;
- bloc salle de bains avec lavabo : le montant maximum de la dépense subventionnable sera de 400 € HT (fourniture hors pose) ;
- meuble sous évier de cuisine : le montant maximum de la dépense subventionnable sera de 350 € HT (fourniture hors pose). Déplafonnement possible en fonction du diagnostic autonomie/rapport d'ergothérapie pour un besoin de meuble spécifiquement adapté au passage d'un fauteuil roulant.
- bloc cuisine avec évier : le montant maximum de la dépense subventionnable sera de 400 € HT (fourniture hors pose);
- carrelage et faïence : le montant maximum de la dépense subventionnable (y compris les panneaux PVC pour salle de bain) sera limité à 90 €/m² HT (fourniture et pose).

Les travaux induits

Les travaux induits sont financés dans le cadre de MPR Parcours accompagné. Ils correspondent à l'ensemble des travaux qui ne contribuent pas au gain de classe de performance énergétique mais sont nécessaires à l'exécution des travaux de rénovation énergétique.

Il s'agit notamment :

- des travaux directement liés aux travaux prioritaires (exemple : démolition, dépose des équipements, préparation des supports, nettoyage et déblaiement),
- des travaux permettant d'assurer la sécurisation des travaux prioritaires (exemple : l'installation d'un équipement électrique dans le cadre d'un projet « autonomie » nécessite, pour en garantir un bon fonctionnement et l'usage en toute sécurité pour l'occupant, la mise en sécurité électrique de l'installation : **ce n'est pas une mise aux normes de toute l'installation du logement**),
- des travaux permettant d'assurer la pérennité des équipements et matériaux financés (exemple : le remplacement d'une fenêtre ou d'une porte vétuste présentant un revêtement plombé supérieur aux seuils réglementaires, au lieu d'un recouvrement du revêtement dégradé ou la suppression d'une fuite pouvant dégrader les éléments améliorés).

Le montant de ces travaux induits est généralement faible par rapport au montant des travaux de rénovation énergétique. Ces travaux doivent obligatoirement être listés dans le projet de travaux présenté au service instructeur. Ils peuvent être intégrés aux devis des travaux de rénovation énergétique ou faire l'objet de devis séparés.

Travaux non recevables

Sont exclus des aides de l'Anah les travaux :

- de simple embellissement
- d'entretien
- de construction ou de reconstruction (modification importante du gros œuvre ou accroissant sensiblement le volume habitable des locaux
- autres cas : somptuaires, inadaptés, remise en état complet après sinistre

Dans le cas de travaux engagés suite à un sinistre, l'Anah ne prend en charge que les travaux non couverts par les assurances, c'est-à-dire déduction faite des indemnisations perçues par les propriétaires. Les programmes de travaux sont recevables s'ils s'inscrivent dans une priorité d'intervention de l'agence (grille de dégradation ou d'insalubrité, arrêté, évaluation énergétique).

Travaux manifestement surévalués et lutte contre la fraude

Afin d'éviter les devis surévalués, la délégation locale pourra exiger un devis contradictoire. Pour rappel, il n'est pas nécessaire que le devis soit signé lors du dépôt de la demande pour solliciter une subvention.

Un auto-entrepreneur ou un artisan peut intervenir sur les travaux de son propre dossier de subvention ou sur celui d'un parent ou d'un de ses salariés. Dans ce cas et pour éviter une surfacturation éventuelle, les devis correspondants seront minorés de 10 %.

En cas d'insuffisance d'intérêt du projet sur le plan économique ou de suspicion de fraudes (offre à 1 € via des doubles devis ou des remises commerciales dissimulées, montants des travaux proches des plafonds de dépenses subventionnables, etc.), l'aide peut être refusée, minorée ou soumise à des conditions particulières.

Le service instructeur de la délégation locale peut également prioriser certains dossiers en cas de suspicion de fraudes.

II.6.5 Syndicats de copropriétaires

En application du III de l'article L. 711-6 du code de la construction et de l'habitation (CCH), l'Anah ne peut octroyer une subvention au syndicat de copropriétaires que s'il dispose d'une immatriculation au registre national des copropriétés (RNC) à jour à la date du dépôt de la demande.

Conformément aux dispositions du 7° du I de l'article R. 321-12 du CCH et de l'article 15-H du RGA, les immeubles concernés par la subvention au syndicat de copropriétaires doivent être affectés de manière prépondérante à usage d'habitation principale. Cette condition est considérée comme remplie :

- pour les copropriétés de vingt lots d'habitation ou moins : lorsqu'au moins 65 % des lots principaux ou à défaut 65 % des tantièmes sont dédiés à l'habitation principale de leurs habitants ;
- pour les copropriétés de plus de vingt lots d'habitation : lorsqu'au moins 75 % des lots principaux ou à défaut 75 % des tantièmes sont dédiés à l'habitation principale de leurs habitants.

Des modifications importantes concernent les copropriétés en difficulté et l'amélioration de l'aide MPR copropriétés, comme décrit **en annexe 2**.

S'agissant de l'aide **MaPrimeRénov' Copropriétés**, ces évolutions portent notamment sur :

- l'amélioration des conditions de financement des travaux et la création de deux taux d'aides différenciés en fonction du gain de performance énergétique atteint ;

- la transformation de la prime « Sortie de passoire thermique » en une bonification de 10 points du taux de subvention pour les copropriétés qui passeraient d'une classe « F » ou « G » avant travaux à une classe « A » à « D » après travaux ;
- la suppression de la prime « Basse consommation » ;
- la transformation de la prime pour les copropriétés fragiles en une bonification de 20 points du taux de subvention ;
- l'amélioration des conditions de financement des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Par ailleurs, grâce à la part importante de petites copropriétés en centre ancien et des difficultés techniques et juridiques pour obtenir un gain énergétique de 35 %, il a été créé par **la délibération n°2023-49 du CA de l'Anah, une aide expérimentale d'une durée de 3 ans** (jusqu'au 31 décembre 2026) sur des copropriétés de vingt lots d'habitation ou moins, situées dans le périmètre d'un dispositif opérationnel de l'Agence (OPAH-RU, OPAH CD, POPAC) et qui sont dans l'impossibilité d'atteindre un gain de performance énergétique de 35 % en raison de contraintes techniques, architecturales ou patrimoniales dûment justifiées. Ce régime d'aides expérimental a pour objectif d'encourager et de faciliter la rénovation énergétique des copropriétés de petite taille, situées en centre ancien et qui ne sont pas en mesure, du fait de leurs spécificités, de prétendre au dispositif « MaPrimeRénov' Copropriété » et/ou aux primes et bonifications associées.

Le financement de l'installation de chaudières gaz dans les projets de rénovations de copropriétés, y compris en difficulté, n'est plus possible et ce, conformément à la directive européenne 2024/1275. Une période transitoire est mise en œuvre afin de ne pas bloquer les projets initiés de longue date :

- les programmes de travaux intégrant une chaudière gaz, adoptés en Assemblée générale au plus tard le 30 juin 2025, pourront être financés si le dossier est déposé avant le 30 septembre 2025 ;
- l'installation ou le renouvellement d'une chaudière gaz peut être intégré dans le calcul du gain énergétique jusqu'au 31 décembre 2026, sans que son coût ne puisse être pris en compte dans le calcul de l'aide.

Aucune priorité locale spécifique, autre que celles d'intervention de l'Anah pour 2025 n'est définie.

III. Les conditions financières maximales

Les modalités financières (taux et plafonds) sont présentées en **annexe 2**.

IV. Les loyers conventionnés : conditions de loyers applicables

L'octroi de la subvention est conditionné à l'engagement de conclure une convention en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH, par laquelle est fixé, pour chaque logement concerné, le niveau de loyer maximum applicable.

La condition de conventionnement n'est pas exigée pour les logements ayant fait l'objet de travaux de rénovation énergétique réalisés par des personnes physiques au titre du dispositif « MaPrimeRénov' Parcours accompagné ». Le demandeur conserve néanmoins la faculté de conclure une convention avec l'Anah en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH.

IV.1 Le dispositif fiscal « Loc'Avantages » : généralités

La loi de finances pour 2022 du 30 décembre 2021 a fait évoluer le dispositif fiscal associé au conventionnement entre l'Anah et les propriétaires bailleurs dans l'objectif de le rendre plus financièrement attractif pour une majorité de propriétaires bailleurs (passage à une réduction d'impôt, simplification du parcours usager), tout en l'adaptant pour mieux répondre aux besoins de mobilisation du parc locatif privé à des fins sociales. La loi de finances pour 2025 a prolongé le dispositif Loc'Avantages.

Ainsi, **les conditions de l'avantage fiscal** liées à de nouvelles conditions de location sont :

- Passage à **une réduction d'impôts** aux taux suivants :
 - Loc1 : 15 % des revenus locatifs et 20 % si recours à l'intermédiation locative (IML) ;
 - Loc 2 : 35 % et 40 % si recours à l'IML ;
 - Loc3 : 65 % uniquement si recours à l'IML (à noter : le recours au Loc3 n'est possible qu'en cas d'IML).
- Les niveaux de loyers applicables (Loc1, Loc2, Loc3) sont dorénavant **fixés nationalement** à partir de la carte des loyers mise en place par la DHUP. Une valeur de loyer en €/m² est fixée par commune pour chacun des segments de loyer en appliquant une réduction en fonction du Loc'Avantages retenu :
 - Loc1 : -15 % ;
 - Loc2 : -30 % ;
 - Loc3 : -45 %.

Pour le calcul du montant maximum du loyer applicable, il est appliqué le coefficient de structure multiplicateur suivant **pour tous les trois segments du nouveau dispositif** de : $0,7 + 19/\text{Surface}$ (Arrondi à la deuxième décimale la plus proche, avec un maximum de 1,2). Les niveaux de loyers sont mis à jour annuellement.

Des informations ainsi qu'un simulateur sont disponibles pour permettre aux bailleurs de prendre connaissance des nouvelles modalités de location et de calculer les réductions d'impôt maximum auxquelles ils pourraient avoir droit : <https://france-renov.gouv.fr/aides/loc-avantages>

IV.2 Conventionnement avec travaux

En cas de travaux subventionnés par l'Anah, le propriétaire doit obligatoirement conventionner son ou ses logements et s'engage ainsi à le louer à un niveau de loyer maîtrisé (Loc1, Loc2 ou Loc3).

Le conventionnement avec travaux est conditionné à l'atteinte d'un niveau de consommation énergétique correspondant au moins à une étiquette « D » incluse.

IV.3 Conventionnement sans travaux

Le propriétaire s'engage ainsi à louer son logement à un niveau de loyer maîtrisé (Loc1, Loc2 ou Loc3).

Le contribuable signataire d'une convention sans travaux avec l'Anah justifie d'une consommation conventionnelle en énergie primaire du logement inférieure à 331 kWh/m²/an, équivalent à une étiquette « E ». Seules les nouvelles conventions sont concernées, l'étiquette énergétique n'est pas à vérifier en cas de prorogation d'une convention existante.

IV.4 Les engagements à respecter

En contrepartie du conventionnement avec ou sans travaux, le logement à usage d'habitation principale doit être loué non meublé pendant six ans minimum à un locataire **ayant des revenus inférieurs à des plafonds de ressources fixés par l'État correspondant aux niveaux Loc1, Loc2 et Loc3 (cf. annexe 4)**.

IV.5 L'intermédiation locative

L'article L. 321-10 du CCH autorise la location de logements conventionnés à des organismes publics ou privés en vue de leur sous-location ou de leur utilisation à des fins d'hébergement, au profit de personnes mentionnées au II de l'article L. 301-1 ou de personnes physiques dont la situation nécessite une solution locative de transition.

Ces organismes doivent être titulaires de l'agrément visé à l'article L. 365-4 du CCH et délivré par le Préfet

pour l'exercice d'activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale (cf. 2° article 15-B du RGA).

L'intermédiation locative ouvre droit à :

- un taux de réduction d'impôt supérieur (cf. III.1)
- une prime d'intermédiation locative pouvant aller jusqu'à 3 000 € si le propriétaire bailleur opte pour l'intermédiation locative avec un niveau de loyer Loc2 ou Loc3 :
 - x 1 000 € en cas de recours à la location/sous-location ;
 - x 2 000 € en cas de recours au mandat de gestion ;
 - x d'une prime majorée de 1 000 € si la surface du logement est inférieure ou égale à 40 m².

Les demandes de subventions permettant de faciliter la captation de logement dans le cadre de l'intermédiation locative relèvent d'une priorité de premier rang.

V. Les contrôles

Conformément aux directives de l'Agence, la délégation mène une politique de contrôle depuis 2013. La politique locale de contrôle, définie pour une durée de trois ans (2025 – 2027), s'inscrit dans la continuité des contrôles précédemment diligentés. Cette politique doit constituer l'engagement annuel de la délégation locale à mener un nombre de contrôles prédéfini chaque début d'année. Pour ce faire, un plan de contrôle doit être arrêté annuellement en début d'année. Pour chaque type de contrôle (premier niveau, hiérarchique, visites et contrôles sur place...), le plan comprend un objectif chiffré en proportion du nombre de dossiers traités et des moyens mis en œuvre pour les diligenter. Le « volet externe » du plan de contrôle doit être présenté à la CLAH et le bilan de ce volet de l'année N doit faire l'objet d'une présentation à la CLAH chaque début d'année N+1 (et envoyé à l'Agence pour le 31 mars de chaque année).

VI. La publication et la date de prise d'effet

Sur demande de la délégation locale, certaines opérations importantes devront apposer, pour la phase des travaux, une affiche stipulant le financement de l'Anah.

Le présent programme d'actions fixe les conditions d'attribution des aides de l'Agence. Il sera communiqué aux différents monteurs de dossiers et aux collectivités, maîtres d'ouvrage de dispositifs d'amélioration de l'habitat.

Le présent programme d'actions prend effet à compter de sa date de signature. Il sera publié au recueil des actes administratifs et sera mis en ligne sur le site des services de l'État dans l'Aisne (site internet de la Préfecture de l'Aisne, www.aisne.pref.gouv.fr).

Ses grandes orientations ont fait l'objet d'une présentation en commission locale d'amélioration de l'habitat qui s'est tenue le 13 mai 2025. Le programme d'actions est établi par le délégué de l'Agence, ou son représentant.

À Laon, le - 7 JUL. 2025

Pour le délégué local adjoint de l'Agence
et par délégation,


David DI DIO BALSAMO

ANNEXES

Annexe n° 1 : cartographie des opérations vivantes ou en étude pré-opérationnelle

Annexe n° 2 : tableau de synthèse des aides de l'Anah

Annexe n° 3 : plafonds de ressources des propriétaires occupants

Annexe n° 4 : plafonds de ressources des locataires pour les baux conclus ou renouvelés en 2024 (Loc'Avantages)

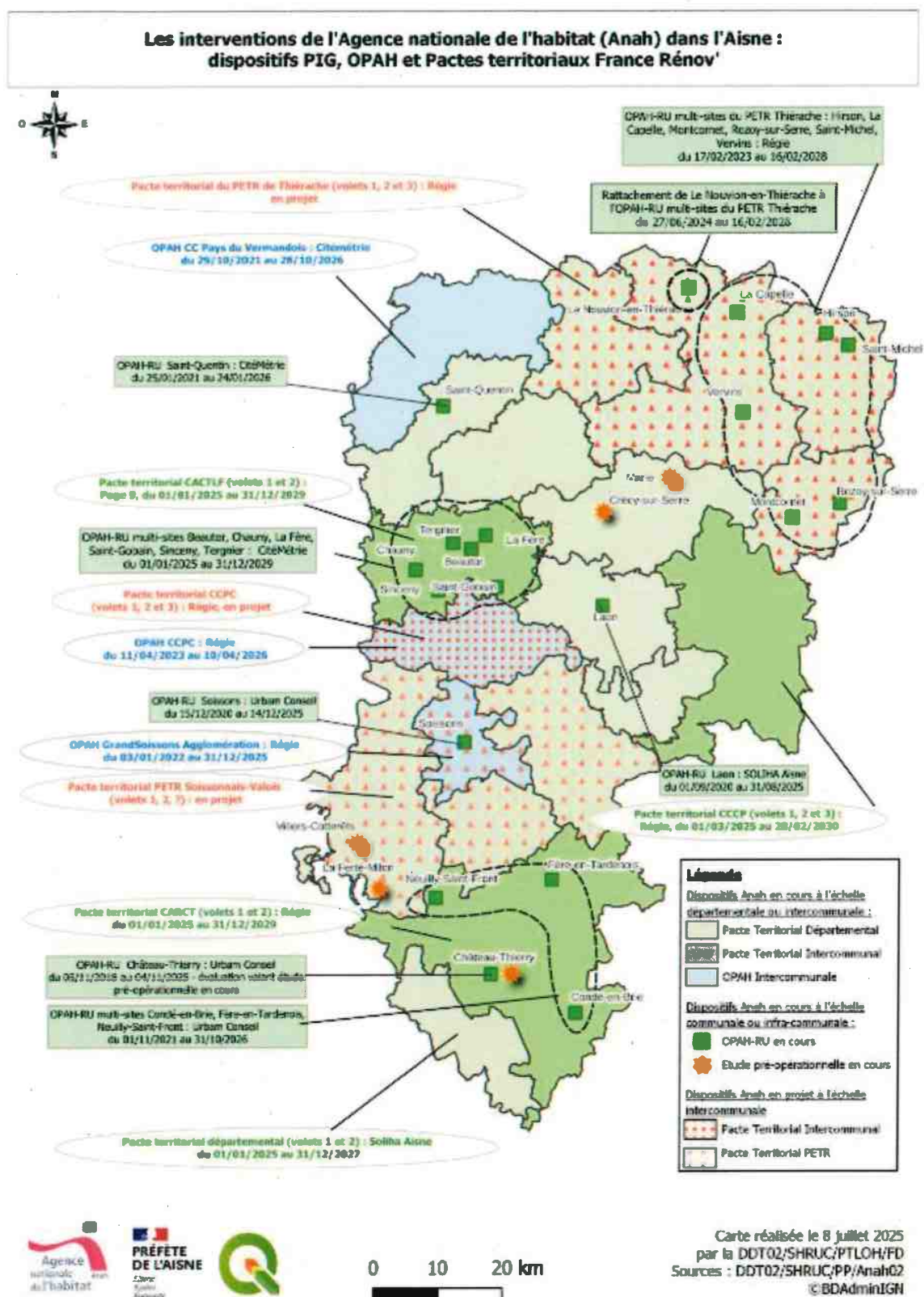
Annexe n° 5 : répartition des communes en zones A, B, C (zonage Pinel)

Annexe n° 6 : dispositions du décret décence du 30 janvier 2002 modifié

Annexe n° 7 : critères techniques retenus pour les travaux de rénovation énergétique d'ampleur

Annexe n° 8 : synthèse des cas dans lesquels la production d'un audit ou d'une évaluation énergétique est obligatoire

Annexe n° 1 : cartographie des opérations vivantes ou en étude pré-opérationnelle



Annexe n° 2 : tableaux de synthèse des aides de l'Anah

Les propriétaires occupants

Subvention Anah ► délibération n°2023-45 du 6 décembre 2023 (applicable aux demandes déposées à compter du 1 ^{er} janvier 2024)						
Projet de travaux subventionné (maison individuelle / parties privatives en copropriété)		Aides aux travaux			Bonification « Sortie de passoire thermique »	
		Plafonds des travaux subventionnables	Taux maximal de subvention		Exigences énergétiques	Montant par ménage éligible
			Ménages aux ressources « très modestes »	Ménages aux ressources « modestes »		
PROJET DE TRAVAUX DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE OU DÉGRADÉ « MA PRIME LOGEMENT DÉCENT »	Atteinte de la classe « E » minimum après travaux	70 000 € HT	80 %	60 %	Classe « F » ou « G » avant travaux et au moins « D » après travaux	+ 10 points de taux de subvention
	Non-atteinte de la classe « E » minimum après travaux	50 000 € HT	50 %			
PROJET DE TRAVAUX DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE « MAPRIMERÉNOV' PARCOURS ACCOMPAGNÉ »	Gain de deux classes	40 000 € HT	80 %	60 %	Classe « F » ou « G » avant travaux et au moins « D » après travaux	+ 10 points de taux de subvention
	Gain de trois classes	55 000 € HT	80 %	60 %		
	Gain de quatre classes ou plus	70 000 € HT	80 %	60 %		
PROJET DE TRAVAUX D'ACCESSIBILITÉ OU D'ADAPTATION DU LOGEMENT AU VIEILLISSEMENT OU AU HANDICAP (MA PRIME ADAPT')		22 000 € HT	70 %	50 %		
AUTRES TRAVAUX		20 000 € HT	35 %	25 % (uniquement pour les travaux concernant une copropriété en difficulté)		

Les propriétaires bailleurs

- **Aides hors rénovation énergétique (tout propriétaire bailleur éligible : personnes physiques et personnes morales)**

Subvention Anah ► délibération n°2024-02 du 13 mars 2024 (applicable aux demandes déposées à compter du 1 ^{er} janvier 2024)								
Appréciation du projet au regard de la situation à résoudre et de la nature des travaux subventionnés		Plafond des travaux subventionnables	Taux max. de la subvention	Primes éventuelles (en complément de l'aide aux travaux)			Conditions particulières liées à l'attribution de l'aide	
				Prime Habiter Mieux si gain énergétique de 35 %	Prime liée à un dispositif de réservation au profit de publics prioritaires	Prime d'intermédiation locative (PIL)	Convention-nement	Audit-énergétique & éco-conditionnalité (dérogations possibles)
PROJET DE TRAVAUX DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE OU DÉGRADÉ	Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé (plafond majoré)	1 000 € HT/m² dans la limite de 80 m² par logement	35 %	1 500 € par logement ou 2 000 € si sortie de passoires thermiques	2 000 € doublé en secteur tendu Prime par logement faisant l'objet d'une convention Loc3, avec droit à désignation du Préfet, signée en application de l'article L. 321-8 du CCH, octroyée lorsqu'il existe un besoin particulier sur le territoire pour le logement ou le relogement de ménages prioritaires relevant des dispositifs DALO, PDALHPD ou LHI et que le conventionnement très social s'inscrit dans le cadre du dispositif opérationnel existant permettant l'attribution effective du logement à un tel ménage	1 000 € si conditions cumulatives : – Conventionnement à niveau de loyer Loc2 ou Loc3 – Recours à un dispositif d'intermédiation locative (location/sous-location ou mandat de gestion) – Logement situé en zone A bis, A, B1 ou B2, C Cumul possible avec : Prime de 1 000 € si mandat(s) de gestion ET Prime de 1 000 € si logements d'une surface inférieure ou égale à 40 m²	Sauf cas exceptionnels, engagement de conclure une convention en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH	Production d'un audit énergétique ou par dérogation d'une évaluation énergétique Niveau de performance exigé après travaux (sauf cas exceptionnels) étiquette « D » en principe (étiquette « E » possible dans des cas particuliers)
	Travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat	750 € HT/m² dans la limite de 80 m² par logement						
	Travaux pour réhabiliter un logement dégradé							
	Travaux réalisés à la suite d'une procédure RSD ou d'un contrôle de non-décence							
PROJET DE TRAVAUX POUR L'AUTONOMIE DE LA PERSONNE		750 € HT/m² dans la limite de 80 m² par logement	35 %					
PROJET DE TRAVAUX DE TRANSFORMATION D'USAGE			25 %					

➤ **Aides à la rénovation énergétique**

Dispositif	Aides aux travaux				Bonifications et primes		Conditions particulières d'octroi de l'aide
	Plafonds des travaux subventionnables		Taux max. de la subvention		Bonification pour sortie de passoire thermique	Prime Habiter Mieux	
			Ménages aux ressources « très modestes	Ménages aux ressources « modestes »			
MAPRIMERÉNOV' PARCOURS ACCOMPAGNÉ <i>(personnes physiques max. 3 logements aides sur 5 ans à partir du 1^{er} juillet 2024)</i>	Gain de deux classes	40 000 € HT	80 %	60 %	+ 10 points de taux de subvention si classe « F » ou « G » avant travaux et au moins « D » après travaux		Production d'un audit énergétique Logement en classe « E » minimum après travaux Recours à une entreprise RGE <i>(sauf exceptions)</i>
	Gain de trois classes	55 000 € HT	80 %	60 %			
	Gain de quatre classes ou plus	70 000 € HT	80 %	60 %			
HABITER MIEUX <i>(tout PB : personnes physiques et morales, indépendamment du nombre de logements aidés)</i>	750 € HT/m², dans la limite de 80 m² par logement		25 %			1.500 € par logement 2.000 € si sortie de passoire thermique (classe « F » ou « G » avant travaux et au moins « D » après travaux)	Obligation de conventionnement Production d'un audit énergétique ou par dérogation d'une évaluation énergétique Logement en classe « D » minimum après travaux Recours à une entreprise RGE <i>(sauf exceptions)</i>

Les syndicats de copropriétaires

Subvention Anah ► délibération n°2023-48 du 6 décembre 2023 (applicable aux demandes déposées à compter du 1 ^{er} janvier 2024)				
Nature des travaux/situation de la copropriété subventionnée (parties communes de l'immeuble et parties privatives d'intérêt collectif)	Aide « socle »			Bonification et primes pour les travaux d'amélioration de la performance énergétique (35 % de gain énergétique minimum)
	Plafond des travaux subventionnables	Taux maximal de subvention	Majoration du taux maximal de subvention	
Travaux réalisés sur un immeuble situé dans le périmètre d'une OPAH-CD, d'un volet « copropriétés dégradées » d'une opération programmée ou d'une ORCOD	Pas de plafond	35 %	Majoration du taux à 50 % dans les situations prévues au 5.1.2.b) de la délibération 2023-48 du 06/12/2023 Majoration du taux à 100 % en cas de travaux urgents Majoration du taux en cas de participation d'une collectivité territoriale / EPCI à hauteur d'au moins 5 % au financement des travaux HT subventionnés (dispositif dit du « +X »)	Bonification « Copropriété en difficulté » : + 20 points du taux de l'aide « socle » (Valorisation obligatoire des CEE par l'Anah) Bonification « Sortie de passoire thermique » : + 10 points du taux de l'aide « socle » (classe « F » ou « G » avant travaux et classe au moins « D » après travaux) Primes individuelles : - 3 000 € pour les PO très modestes - 1 500 € pour les PO modestes (demande groupée pour l'ensemble des copropriétaires éligibles)
Travaux réalisés dans le cadre d'un plan de sauvegarde (y compris travaux à réaliser en urgence en phase d'élaboration du PDS)	Pas de plafond	50 %	Majoration du taux à 100 % en cas de travaux urgents Majoration du taux en cas de participation d'une collectivité territoriale / EPCI à hauteur d'au moins 5 % au financement des travaux HT subventionnés (dispositif dit du « +X »)	
Mesures prescrites au titre de la lutte contre l'habitat indigne (insalubrité, saturnisme, péril, sécurité des équipements communs)	Pas de plafond Travaux limités à ceux nécessaires pour lever la procédure ou mettre fin à la situation d'habitat indigne	50 %		
Administration provisoire et administration provisoire renforcée (art. 29-1 et 29-11 de la loi du 10 juillet 1965) : travaux nécessaires au fonctionnement normal de la copropriété	Pas de plafond Travaux limités à ceux nécessaires au fonctionnement normal de la copropriété	50 %		
Travaux tendant à permettre l'accessibilité de l'immeuble	20 000 € par accès à l'immeuble modifié et rendu adapté	50 %		

Tableau synthétique des aides MaPrimeRénov' Copropriété

Subvention Anah ► délibération n°2023-47 du 6 décembre 2023 (applicable aux demandes déposées à compter du 1 ^{er} janvier 2024)				
Nature des travaux/de la prestation (parties communes de l'immeuble et parties privatives d'intérêt collectif)	Plafond des travaux / dépenses subventionnables (hors copropriétés en difficulté)	Taux maximal de l'aide « socle »		+ Primes (cumulables) par logement ou, le cas échéant, par PO éligible
Travaux d'amélioration de la performance énergétique	25 000 € HT par logement	Aide socle de premier niveau (gain énergétique de 35 %)	Aide socle de second niveau (gain énergétique de 50 %)	<p>Pour toutes les copropriétés</p> <p>➤ Bonification « Sortie passoire thermique » (classe « F » ou « G » avant travaux / classe au moins « D » après travaux) : taux de l'aide « socle » majoré de 10 points</p> <p>➤ Prime individuelle (demande collective faite par un mandataire commun) :</p> <p>- PO très modestes : 3 000 € par PO éligible</p> <p>- PO modestes : 1 500 € par PO éligible</p> <p>Pour les copropriétés fragiles</p> <p>➤ Bonification copropriétés fragiles : taux de l'aide « socle » majoré de 20 points (valorisation obligatoire des CEE par l'Anah)</p>
		30 %	45 %	
Assistance à maîtrise d'ouvrage (travaux d'amélioration de la performance énergétique)	1 000 € HT par logement (copropriétés de 20 logements ou moins) 600 € HT par logement (copropriétés de plus de 20 logements)	50 % avec montant plancher de subvention de 3 000 € par copropriété		

Tableau synthétique des aides des aides aux syndicats de copropriétaires dans le cadre du régime d'aides expérimental en faveur de la rénovation énergétique des copropriétés de vingt lots d'habitation ou moins en centre ancien

Subvention Anah ► délibération n°2023-49 du 6 décembre 2023 (applicable aux demandes déposées à compter du 1 ^{er} janvier 2024)				
		Plafond des travaux / dépenses subventionnables (hors copropriétés en difficulté)	Taux maximal de l'aide « socle »	+ Primes (cumulables) par logement ou, le cas échéant, par PO éligible
Travaux (parties communes de l'immeuble et parties privatives d'intérêt collectif)	Copropriétés dites « de droit commun » (8° du I de l'article R. 321-12 du CCH)	25 000 € HT par logement	30 %	Pour toutes les copropriétés <ul style="list-style-type: none"> ➤ Bonification « Sortie passoire thermique » (classe « F » ou « G » avant travaux / classe au moins « D » après travaux) : taux de l'aide « socle » majoré de 10 points ➤ Prime individuelle (demande collective faite par un mandataire commun) : <ul style="list-style-type: none"> - PO très modestes : 3 000 € par PO éligible - PO modestes : 1 500 € par PO éligible Pour les copropriétés fragiles / en difficulté <ul style="list-style-type: none"> ➤ Bonification copropriétés fragiles / en difficulté : taux de l'aide « socle » majoré de 20 points (valorisation obligatoire des CEE par l'Anah)
	Copropriétés en difficulté (7° du I de l'article R. 321-12 du CCH)	Pas de plafond	Application des taux définis par la délibération relative au régime d'aides applicable aux syndicats de copropriétaires de copropriétés en difficulté	
Assistance à maîtrise d'ouvrage (travaux d'amélioration de la performance énergétique)		1 000 € HT par logement	50 % avec montant plancher de subvention de 3 000 € par copropriété	

Annexe n° 3 : plafonds de ressources des propriétaires occupants/bailleurs physiques

Nombre de personnes composant le ménage	Ménages aux revenus très modestes (€)	Ménages aux revenus modestes (€)	Ménages aux revenus intermédiaires (€)	Ménages aux revenus supérieurs (€)
1	17 173	22 015	30 844	supérieurs à 30 844
2	25 115	32 197	45 340	supérieurs à 45 340
3	30 206	38 719	54 592	supérieurs à 54 592
4	35 285	45 234	63 844	supérieurs à 63 844
5	40 388	51 775	73 098	supérieurs à 73 098
Par personne supplémentaire	5 094	6 525	9 254	+ 9 254

Pour les dossiers déposés à partir du 01/01/2025

Dans un contexte d'inflation globale, les plafonds applicables en 2025 sont en augmentation de + 0,963 % par rapport à ceux de 2024.

Le niveau des ressources du ménage requérant est constaté à la date du dépôt de la demande de subvention (année N) auprès de l'Anah ou sur le site monprojetanah.gouv.fr.

Il est égal à la somme des revenus fiscaux de référence (RFR) de chaque personne composant le ménage, c'est-à-dire de chaque personne destinée à occuper le logement.

L'examen des conditions de ressources doit se baser sur les derniers documents disponibles fournis par l'administration fiscale. Le demandeur est donc tenu de transmettre à la date de dépôt de sa demande de subvention, le dernier document fiscal disponible sur son espace particulier s'il a fait sa déclaration d'impôt en ligne ou en sa possession, si sa déclaration est faite sur support papier.

Les autres démarches entreprises en amont du dépôt de la demande (recours à une AMO, création de compte sur le SEL, etc.) ne sont pas prises en compte pour définir la date de dépôt d'une demande auprès de l'Anah ou du site monprojetanah.gouv.fr.

En fonction de la période de l'année à laquelle la demande est déposée auprès de l'Anah et de la disponibilité des justificatifs, tributaires du calendrier fiscal, la justification des ressources peut donc se faire sur présentation de l'ASDIR ou de l'AIR⁴ pour l'année de référence retenue, N-1 ou N-2.

Il est précisé que pour les personnes non imposables, l'ASDIR remplace l'avis de non-imposition qui existait précédemment. Il est donc, pour celles-ci, le seul document en leur possession permettant de justifier de leurs ressources.

Lorsque le demandeur est imposable au titre de l'impôt sur le revenu, il transmet son AIR.

L'examen des ressources du ménage requérant doit se faire uniformément sur la base de la même année de référence pour chacun des membres du ménage, sans possibilité de mixage entre N-1 et N-2. Dès lors que l'un des membres du ménage ne peut pas produire les justificatifs N-1, il conviendra d'examiner les justificatifs de l'année N-2 pour l'ensemble.

L'indisponibilité des justificatifs N-1 (ASDIR ou AIR) est le seul critère qui permet de retenir l'année N-2. En d'autres termes, il n'est jamais possible de tenir compte des justificatifs N-2 si les justificatifs N-1 sont disponibles. Cette règle s'applique même dans le cas où une hausse des revenus entre les deux années rend l'année N-2 plus favorable au demandeur.

4 À savoir, avis d'impôt sur le revenu (AIR) ou avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu (ASDIR).

Annexe n° 4 : plafonds de ressources des locataires pour les baux conclus ou renouvelés en 2025 (Loc'Avantages)

Location intermédiaire (Loc1)

COMPOSITION DU FOYER LOCATAIRE	ZONE B1 (en €)	ZONE B2 / C (en €)
Personne seule	35 825	32 243
Couple	47 842	43 056
Pers. seule ou couple ayant 1 pers. à charge	57 531	51 778
Pers. seule ou couple ayant 2 pers. à charge	69 455	62 510
Pers. seule ou couple ayant 3 pers. à charge	81 705	73 535
Pers. seule ou couple ayant 4 pers. à charge	92 080	82 873
Majoration par personne à partir de la cinquième	10 273	9 243

Location sociale (Loc2)

COMPOSITION DU FOYER LOCATAIRE	ZONE B1 (en €)	ZONE B2 / C (en €)
Personne seule	26 227	23 604
Couple	35 026	31 523
Pers. seule ou couple ayant 1 pers. à charge	42 119	37 907
Pers. seule ou couple ayant 2 pers. à charge	50 849	45 764
Pers. seule ou couple ayant 3 pers. à charge	59 817	53 836
Pers. seule ou couple ayant 4 pers. à charge	67 416	60 674
Majoration par personne à charge supplémentaire	7 521	6 768

Location très sociale (Loc3)

COMPOSITION DU FOYER LOCATAIRE	ZONE B1 (en €)	ZONE B2 / C (en €)
Personne seule	14 425	12 981
Couple	21 017	18 914
Pers. seule ou couple ayant 1 pers. à charge	25 272	22 744
Pers. seule ou couple ayant 2 pers. à charge	28 119	25 308
Pers. seule ou couple ayant 3 pers. à charge	32 902	29 611
Pers. seule ou couple ayant 4 pers. à charge	37 078	33 371
Majoration par personne à charge supplémentaire	4 135	3 721

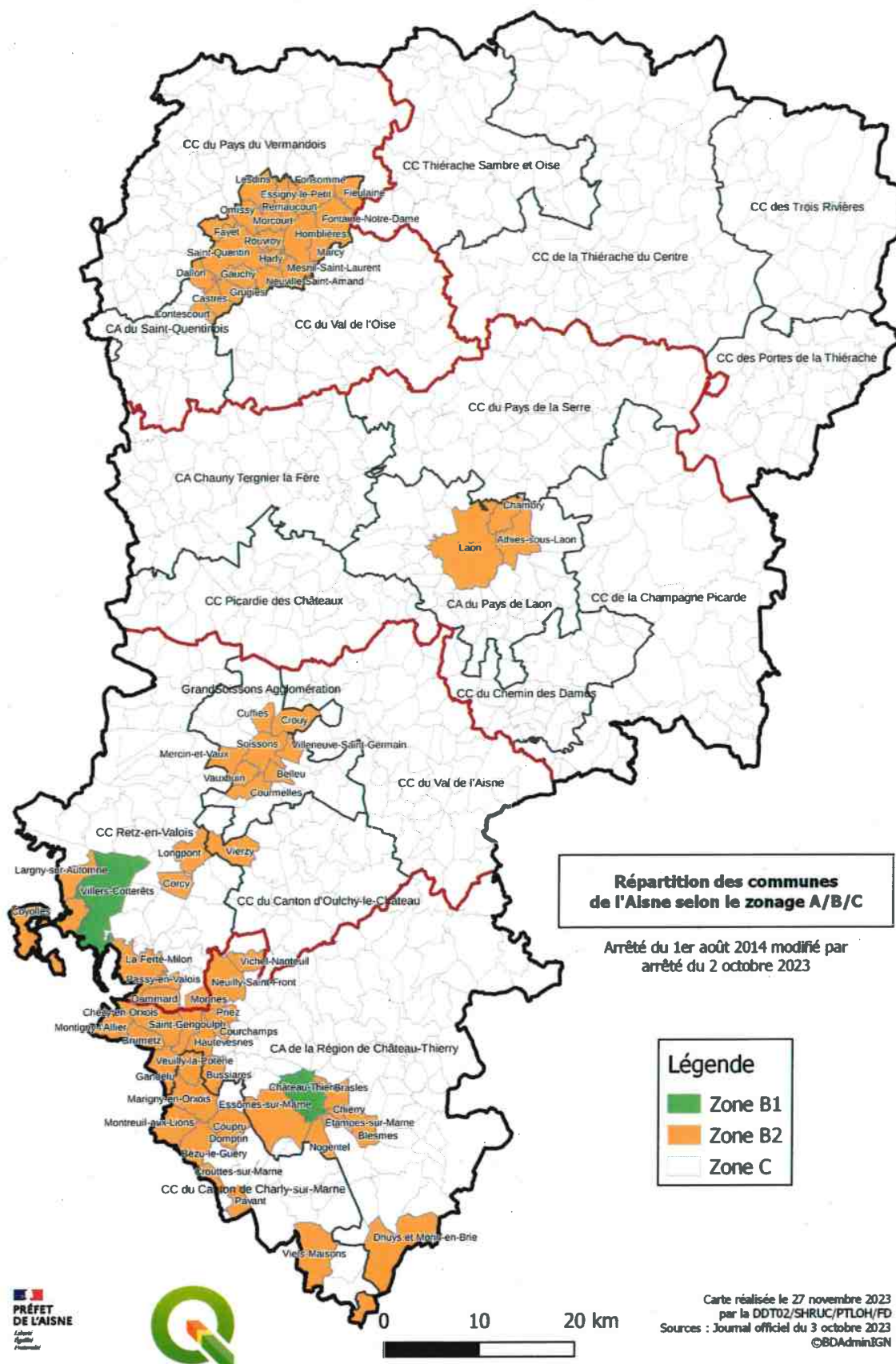
Annexe n° 5 : répartition des communes en zones A, B, C (zonage Pinel)

Pour le département de l'Aisne, zones géographiques selon l'arrêté du 2 octobre 2023 modifiant l'arrêté du 1^{er} août 2014 classant les communes par zone géographique dites dans cinq zones (A bis, A, B1, B2 et C), tenant compte du degré de tension de leur marché immobilier local (aucune commune du département de l'Aisne n'est classée en zone A bis et A) :

Zone B1 : Château-Thierry, Villers-Cotterêts

Zone B2 : Athies-sous-Laon, Belleu, Bézu-le-Guéry, Blesmes, Brasles, Brumetz, Bussiares, Castres, Chambry, Chézy-en-Orxois, Chierry, Contescourt, Corcy, Coupru, Courchamps, Courmelles, Coyolles, Crouettes-sur-Marne, Crouy, Cuffies, Dallon, Dammard, Dhuys et Morin-en-Brie, Domptin, Essigny-le-Petit, Essômes-sur-Marne, Étampes-sur-Marne, Fayet, La Ferté-Milon, Fieulaine, Fonsomme, Fontaine-Notre-Dame, Gandelu, Gauchy, Grugies, Harly, Hautevesnes, Homblières, Laon, Largny-sur-Automne, Lesdins, Longpont, Marcy, Marigny-en-Orxois, Mercin-et-Vaux, Mesnil-Saint-Laurent, Monnes, Montigny-l'Allier, Montreuil-aux-Lions, Morcourt, Neuilly-Saint-Front, Neuville-Saint-Amand, Nogentel, Omissy, Passy-en-Valois, Pavant, Priez, Remaucourt, Rouvroy, Saint-Gengoulph, Saint-Quentin, Soissons, Vauxbuin, Veuilly-la-Poterie, Vichel-Nanteuil, Viels-Maisons, Vierzy, Villeneuve-Saint-Germain

Zone C : le reste du territoire départemental.



Annexe n° 6 : dispositions du décret décence du 30 janvier 2002 modifié

Décret du 30 janvier 2022 modifié relatif aux caractéristiques du logement décent pris pour l'application de l'article 187 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains.

Article 1

Un logement décent est un logement qui répond aux caractéristiques définies par le présent décret.

Article 2

Le logement doit satisfaire aux conditions suivantes, au regard de la sécurité physique et de la santé des locataires :

1. Il assure le clos et le couvert. Le gros œuvre du logement et de ses accès est en bon état d'entretien et de solidité et protège les locaux contre les eaux de ruissellement et les remontées d'eau. Les menuiseries extérieures et la couverture avec ses raccords et accessoires assurent la protection contre les infiltrations d'eau dans l'habitation. Pour les logements situés dans les départements d'outre-mer, il peut être tenu compte, pour l'appréciation des conditions relatives à la protection contre les infiltrations d'eau, des conditions climatiques spécifiques à ces départements ;
2. Il est protégé contre les infiltrations d'air parasites. Les portes et fenêtres du logement ainsi que les murs et parois de ce logement donnant sur l'extérieur ou des locaux non chauffés présentent une étanchéité à l'air suffisante. Les ouvertures des pièces donnant sur des locaux annexes non chauffés sont munies de portes ou de fenêtres. Les cheminées doivent être munies de trappes. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les départements situés outre-mer ;
3. Les dispositifs de retenue des personnes, dans le logement et ses accès, tels que garde-corps des fenêtres, escaliers, loggias et balcons, sont dans un état conforme à leur usage ;
4. La nature et l'état de conservation et d'entretien des matériaux de construction, des canalisations et des revêtements du logement ne présentent pas de risques manifestes pour la santé et la sécurité physique des locataires ;
5. Les réseaux et branchements d'électricité et de gaz et les équipements de chauffage et de production d'eau chaude sont conformes aux normes de sécurité définies par les lois et règlements et sont en bon état d'usage et de fonctionnement ;
6. Le logement permet une aération suffisante. Les dispositifs d'ouverture et les éventuels dispositifs de ventilation des logements sont en bon état et permettent un renouvellement de l'air et une évacuation de l'humidité adaptés aux besoins d'une occupation normale du logement et au fonctionnement des équipements ;
7. Les pièces principales, au sens du troisième alinéa de l'article R. 111-1 du code de la construction et de l'habitation, bénéficient d'un éclairage naturel suffisant et d'un ouvrant donnant à l'air libre ou sur un volume vitré donnant à l'air libre.

Article 3

Le logement comporte les éléments d'équipement et de confort suivants :

1. Une installation permettant un chauffage normal, munie des dispositifs d'alimentation en énergie et d'évacuation des produits de combustion et adaptée aux caractéristiques du logement. Pour les logements situés dans les départements d'outre-mer, il peut ne pas être fait application de ces dispositions lorsque les conditions climatiques le justifient ;

2. Une installation d'alimentation en eau potable assurant à l'intérieur du logement la distribution avec une pression et un débit suffisants pour l'utilisation normale de ses locataires ;

3. Des installations d'évacuation des eaux ménagères et des eaux-vannes empêchant le refoulement des odeurs et des effluents et munies de siphon ;

4. Une cuisine ou un coin cuisine aménagé de manière à recevoir un appareil de cuisson et comprenant un évier raccordé à une installation d'alimentation en eau chaude et froide et à une installation d'évacuation des eaux usées ;

5. Une installation sanitaire intérieure au logement comprenant un w.-c., séparé de la cuisine et de la pièce où sont pris les repas, et un équipement pour la toilette corporelle, comportant une baignoire ou une douche, aménagé de manière à garantir l'intimité personnelle, alimenté en eau chaude et froide et muni d'une évacuation des eaux usées. L'installation sanitaire d'un logement d'une seule pièce peut être limitée à un w. - c. extérieur au logement à condition que ce w.-c. soit situé dans le même bâtiment et facilement accessible ;

6. Un réseau électrique permettant l'éclairage suffisant de toutes les pièces et des accès ainsi que le fonctionnement des appareils ménagers courants indispensables à la vie quotidienne.

Dans les logements situés dans les départements d'outre-mer, les dispositions relatives à l'alimentation en eau chaude prévues aux 4 et 5 ci-dessus ne sont pas applicables.

Article 3bis

En France métropolitaine, le logement a une consommation d'énergie, estimée par le diagnostic de performance énergétique défini à l'article L. 134-1 du code de la construction et de l'habitation, inférieure à 450 kilowattheures d'énergie finale par mètre carré de surface habitable et par an.

La surface habitable mentionnée à l'alinéa précédent est celle définie à l'article R. 111-2 du code de la construction et de l'habitation.

Article 4

Le logement dispose au moins d'une pièce principale ayant soit une surface habitable au moins égale à 9 mètres carrés et une hauteur sous plafond au moins égale à 2,20 mètres, soit un volume habitable au moins égal à 20 mètres cubes.

La surface habitable et le volume habitable sont déterminés conformément aux dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article R. 111-2 du code de la construction et de l'habitation.

Article 5

Le logement qui fait l'objet d'un arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité pris en application de l'article L. 511-11 du code de la construction et de l'habitation ne peut être considéré comme un logement décent.

Article 6

Les travaux d'amélioration prévus à l'article 1er de la loi du 12 juillet 1967 susvisée sont ceux qui ont pour but exclusif de mettre les locaux en conformité avec tout ou partie des dispositions des articles 1er à 4 du présent décret, sans aboutir à dépasser les caractéristiques qui y sont définies.

Les articles 1er, 5 à 14 et 17 du décret du 9 novembre 1968 susvisé sont abrogés.

Article 7

La garde des sceaux, ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de l'Équipement, des transports et du logement, le secrétaire d'État à l'outre-mer et la secrétaire d'État au logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexe n° 7 : critères techniques pour les travaux de rénovation énergétique d'ampleur

Pour être subventionnables au titre de la rénovation énergétique, les travaux réalisés doivent respecter les conditions définies à l'article 13- 2 de l'arrêté du 17 novembre 2020 modifié⁵.

Conformément à ces dispositions, les travaux réalisés doivent comprendre au moins deux postes de travaux traitant l'enveloppe du bâtiment parmi les quatre postes de travaux suivants et répondre aux exigences techniques définies ci-après :

Poste de travaux	Exigences techniques*	
Isolation des murs par l'intérieur ou par l'extérieur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résistance thermique $\geq 3,7 \text{ m}^2 \cdot \text{K} / \text{W}$ pour les murs en façade ou en pignon, en cas d'isolation par l'intérieur ▪ Résistance thermique $\geq 4,4 \text{ m}^2 \cdot \text{K} / \text{W}$ pour les murs en façade ou en pignon, en cas d'isolation par l'extérieur 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Au moins 25 % des surfaces du bâtiment concernées par chaque poste de travaux choisi font l'objet de travaux (et non au moins 25 % de la totalité des surfaces du bâtiment)³
Isolation des planchers bas	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résistance thermique $\geq 3 \text{ m}^2 \cdot \text{K} / \text{W}$ 	
Isolation de la toiture, des planchers de combles perdus ou de la toiture terrasse	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Résistance thermique $\geq 6 \text{ m}^2 \cdot \text{K} / \text{W}$ en rampant de toiture ; ▪ Résistance thermique $\geq 7 \text{ m}^2 \cdot \text{K} / \text{W}$ en planchers de combles perdus ; ▪ Résistance thermique $\geq 6,5 \text{ m}^2 \cdot \text{K} / \text{W}$ pour les toitures terrasses 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La résistance thermique est évaluée selon la norme NF EN 12664, la norme NF EN 12667 ou la norme NF EN 12939 ou toute autre méthode équivalente pour les isolants non-réfléchissants et selon la norme NF EN ISO 22097 ou toute autre méthode équivalente pour les isolants réfléchissants.
Remplacement des fenêtres et portes-fenêtres ou pose de doubles fenêtres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour les fenêtres de toiture : <ul style="list-style-type: none"> ○ Coefficient de transmission thermique (U_w) $\leq 1,5 \text{ W} / \text{m}^2 \cdot \text{K}$ et facteur de transmission solaire (S_w) $\leq 0,36$ ▪ Pour les autres fenêtres ou portes-fenêtres : <ul style="list-style-type: none"> ○ $U_w \leq 1,3 \text{ W} / \text{m}^2 \cdot \text{K}$ et $S_w \geq 0,3$; ou ○ $U_w \leq 1,7 \text{ W} / \text{m}^2 \cdot \text{K}$ et $S_w \geq 0,36$ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'installation d'une double fenêtre, le cas échéant, consiste en la pose sur la baie existante d'une seconde fenêtre à double vitrage renforcé, dont le coefficient de transmission thermique U_w est $\leq 1,8 \text{ W} / \text{m}^2 \cdot \text{K}$ et le facteur de transmission solaire $S_w \geq 0,32$

*sauf contrainte technique, architecturale ou patrimoniale justifié

Dans le cadre du dispositif MaPrimeRénov' Parcours accompagné, la dépense éligible peut intégrer les équipements suivants, liés à la transition écologique :

- les protections solaires mobiles extérieures de baies vitrées (par exemple : volets battants ajourés, volets accordéons ajourés, volets battants à lame orientable, vénitiens extérieurs, etc.) ;
- les brasseurs d'air plafonniers fixes, à pales, possédant les caractéristiques cumulatives suivantes :
 - un diamètre d'au moins 1,32 mètre ;
 - au moins trois vitesses de fonctionnement ;
 - un niveau sonore d'au plus 45dB(A) à vitesse maximale et d'au plus 35 dB(A) à vitesse minimale.

⁵ Arrêté du 17 novembre 2020 relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 29 décembre 2023.

Annexe n° 8 : synthèse des cas dans lesquels la production d'un audit ou d'une évaluation énergétique est obligatoire

Demandeur	Nature des travaux	Pièce justificative sollicitée	Dérogations
PO	Travaux de Rénovation énergétique : « MPR Parcours accompagnés » > Délibération n°2023-45 du 6 décembre 2023 relative aux PO assimilés	Audit énergétique article 8 de l'arrêté du 17 novembre 2020 modifié > Compétence auditeur : article 2 VII du Décret n° 2020-26 du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique > Méthodologie : 3CL-DPE 2021 et logiciels validés pour la réalisation d'un audit réglementaire	Dérogations prévues par l'article 8 l'arrêté du 17 novembre 2020 modifié : - jusqu'au 30 septembre 2024, un audit à l'échelle du logement si réalisé avant le 1er avril 2024 selon les dispositions de l'article 8 en vigueur au 1 ^{er} juillet 2023 - jusqu'au 31 décembre 2024, un audit énergétique à l'échelle du bâtiment d'habitation collectif, réalisé selon les dispositions de l'article 8 en vigueur au 1 ^{er} juillet 2023 Par dérogation: - jusqu'au 30/09/2024 : évaluation énergétique au sens du 10° de la délibération n° 2022-49 du 22 décembre 2022: pour les PO ayant conclu avant le 1er janvier 2024 un contrat d'AMO avec un opérateur habilité par l'Anah ou agréé au titre de l'article L. 365-3 du CCH - jusqu'au 31/12/2025 : évaluation énergétique réalisée avec la méthodologie 3CL-DPE 2021 ou une méthodologie recevable dans le cadre des audits définis à l'article 8 de l'arrêté du 17 novembre 2020 par un PO dans le cadre d'une OPAH ou d'un PIG faisant l'objet d'une convention adoptée par délibération jusqu'au 31 décembre 2023 inclus
PO	Travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé « MaPrimeLogementDécent » > Délibération n°2023-45 du 6 décembre 2023 relative aux PO assimilés	Audit énergétique article 8 de l'arrêté du 17 novembre 2020 modifié > Compétence auditeur : article 2 VII du Décret n° 2020-26 du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique > Méthodologie : 3CL-DPE 2021 et logiciels validés pour la réalisation d'un audit réglementaire	Dérogations prévues par l'article 8 l'arrêté du 17 novembre 2020 modifié : - jusqu'au 30 septembre 2024, un audit à l'échelle du logement si réalisé avant le 1er avril 2024 selon les dispositions de l'article 8 en vigueur au 1 ^{er} juillet 2023 - jusqu'au 31 décembre 2024, un audit énergétique à l'échelle du bâtiment d'habitation collectif, réalisé selon les dispositions de l'article 8 en vigueur au 1 ^{er} juillet 2023 Par dérogation: - jusqu'au 30/09/2024, une évaluation énergétique au sens du 10° de la délibération n° 2022-49 du 22 décembre 2022: pour les PO ayant conclu avant le 1er/01/2024 un contrat d'AMO avec un opérateur habilité par l'Anah ou agréé au titre de l'article L. 365-3 du CCH - jusqu'au 31/12/2025 : une évaluation énergétique réalisée avec la méthodologie 3CL-DPE 2021 ou une méthodologie recevable dans le cadre des audits définis à l'article 8 de l'arrêté du 17 novembre 2020 par un PO dans le cadre d'une OPAH ou d'un PIG faisant l'objet d'une convention adoptée par délibération jusqu'au 31 décembre 2023 inclus
PB	Obligation générale pour tous les PB (en ce compris les organismes MOI agréés au titre de l'article L. 365-2 du CCH) > Délibération n°2024-02 du 13 mars 2024 relative aux propriétaires bailleurs	Audit énergétique article 8 de l'arrêté du 17 novembre 2020 modifié > Compétence auditeur : article 2 VII du Décret n° 2020-26 du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique > Méthodologie : 3CL-DPE 2021 et logiciels validés pour la réalisation d'un audit réglementaire	Ne sont pas soumis à l'obligation générale d'évaluation énergétique obligatoire : - les logements situés dans les départements et régions d'Outre-mer (DROM) ; - les travaux d'autonomie ; - en copropriété ou en immeuble collectif : projets de travaux portant uniquement sur des parties communes et ses équipements et sans impact significatif sur la performance énergétique du bâti ; - en habitation individuelle : travaux portant uniquement sur les locaux non destinés à l'habitation compris dans la surface habitable. Dérogations prévues par l'article 8 l'arrêté du 17 novembre 2020 modifié : - jusqu'au 30 septembre 2024, un audit à l'échelle du logement si réalisé avant le 1er avril 2024 selon les dispositions de l'article 8 en vigueur au 1 ^{er} juillet 2023 - jusqu'au 31 décembre 2024, un audit énergétique à l'échelle du bâtiment d'habitation collectif, réalisé selon les dispositions de l'article 8 en vigueur au 1 ^{er} juillet 2023 Par dérogation: - jusqu'au 30/09/2024 : évaluation énergétique au sens du 10° de la délibération n° 2022-49 du 22 décembre 2022: pour les PO ayant conclu avant le 1er janvier 2024 un contrat d'AMO avec un opérateur habilité par l'Anah ou agréé au titre de l'article L. 365-3 du CCH - jusqu'au 31/12/2025 : évaluation énergétique réalisée avec la méthodologie 3CL-DPE 2021 ou une méthodologie recevable dans le cadre des audits définis à l'article 8 de l'arrêté du 17 novembre 2020 par un PO dans le cadre d'une OPAH ou d'un PIG faisant l'objet d'une convention adoptée par délibération jusqu'au 31 décembre 2023 inclus
Syndicat de copropriété en Métropole	Travaux de rénovation énergétique « MPR copropriété » > Délibération n°2023-47 du 6 décembre 2023 relative à MPR Copropriété	Evaluation ou audit énergétique réalisé globalement au niveau du bâtiment ou de l'immeuble > méthodologie: 3CL-DPE 2021 ou équivalente > par un professionnel disposant d'une qualification délivrée par l'OPQIBI ou d'une autre qualification précisée par instruction du directeur général, ou de références pour l'audit énergétique des bâtiments d'habitation collective.	Par dérogation jusqu'au 31 décembre 2026 inclus, les évaluations réalisées après le 1er janvier 2020 selon les modalités d'évaluations antérieures (3CL - DPE, Dialogue, etc.) sont recevables.

Direction départementale de l'emploi, du travail
et des solidarités

02-2025-07-08-00012

Arrêté 2025-94 portant subdélégation de
signature du directeur départemental de
l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne
pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur
secondaire délégué

Arrêté 2025-94 portant subdélégation de signature du directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué

La Préfète de l'Aisne,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 6 novembre 2024 nommant Mme. Fanny ANOR, Préfète de l'Aisne ;

VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur du 18 juin 2025 portant nomination de Monsieur Luc RENARD, en qualité de directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne ;

VU l'arrêté préfectoral 2025-46 du 4 juillet 2025 donnant délégation de signature à M. Luc RENARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités, pour l'ordonnancement secondaire des dépenses et recettes du budget de l'État, et notamment son article 4 ;

ARRÊTE

Article 1er :

La délégation de signature consentie à M. Luc RENARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne, le 4 juillet 2025, en référence à l'arrêté 2025-46 susvisé, est donnée à Mme Catherine GRALL, directrice adjointe, selon les termes des articles 1 à 3 de l'arrêté précité.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Luc RENARD et de Mme Catherine GRALL, la délégation de signature consentie à M. Luc RENARD directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne, le 4 juillet 2025, en référence à l'arrêté 2025-46 susvisé, est donnée à Mme Carine MONTIGNY, directrice adjointe, selon les termes des articles 1 à 3 de l'arrêté précité.

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Luc RENARD et de Mme Catherine GRALL, la délégation de signature consentie à M. Luc RENARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne, le 4 juillet 2025, en référence à l'arrêté 2025-46 susvisé, est donnée à Mme Anne Sophie BELOUIS, responsable du pôle insertion, selon les termes des articles 2 et 3 de l'arrêté précité et pour les programmes suivants :

N° de programme	Programme	Niveau de BOP
104	Intégration et accès à la nationalité française	Régional - SGAR
135	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Régional - DREAL
157	Handicap et dépendance	Régional - DREETS
177	Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	Régional - DREETS
183	Aide médicale d'Etat	Régional - DREETS
303	Immigration et asile	Régional - SGAR
304	Inclusion sociale et protection des personnes	Régional - DREETS

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Luc RENARD et de Mme Catherine GRALL, la délégation de signature consentie à M. Luc RENARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne, le 4 juillet 2025, en référence à l'arrêté 2025-46 susvisé, est donnée à Mme Nathalie LENOTTE, responsable du pôle développement de l'emploi et des territoires, selon les termes des articles 2 et 3 de l'arrêté précité et pour le programme suivant :

N° de programme	Programme	Niveau de BOP
147	Politique de la Ville	Régional - SGAR

Article 5 :

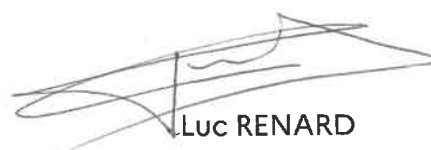
L'arrêté 2024-169 du 16 décembre 2024, portant subdélégation de signature de la directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne par intérim pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, est abrogé.

Article 6 :

Le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne et les délégataires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

À Laon, le 08 JUIL. 2025

Le directeur départemental



Luc RENARD

Direction départementale de l'emploi, du travail
et des solidarités

02-2025-07-08-00013

Arrêté 2025-95 relatif à la subdélégation de
signature du directeur départemental de
l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne

Arrêté n°2025-95 relatif à la subdélégation de
signature du directeur départemental de l'emploi,
du travail et des solidarités de l'Aisne

La Préfète de l'Aisne,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2009-360 du 31 mars 2009 modifié, relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'État ;

VU le décret n°2009-1484 du 03 décembre 2009 modifié, relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-127 du 02 septembre 2020 portant organisation du secrétariat général commun du département de l'Aisne ;

VU l'arrêté du premier ministre et du ministre de l'intérieur du 18 juin 2025 portant nomination de M. Luc RENARD, en qualité de directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne ;

VU l'arrêté préfectoral n°2021-28 du 25 mars 2021 portant organisation de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne ;

VU l'arrêté préfectoral n°2025-45 du 4 juillet 2025 portant délégation de signature concernant les missions relevant des champs de compétence de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités.

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La délégation de signature consentie à Monsieur Luc RENARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne le 4 juillet 2025 en référence à l'arrêté 2025-45 susvisé et pour les actes relevant de l'art. 1^{er}, est donnée aux agents de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités dont les noms suivent :

2, rue Paul Doumer – BP 20104
02000 LAON
Direction

 Préfète de l'Aisne  @Prefet02



Les jours et heures d'accueil sont consultables sur le site internet
des services de l'État dans l'Aisne : www.aisne.gouv.fr

1. Délégation permanente de signature est donnée à Mme Catherine GRALL - Directrice adjointe :

- en matière d'administration générale, paragraphes 1.1 à 1.18 ;
- en matière de politiques en faveur de l'inclusion sociale, paragraphes 2.1 à 2.10 ;
- en matière de politiques en faveur des familles vulnérables, paragraphes 3.1 à 3.6 ;
- en matière de politiques en faveur de l'accueil et de l'intégration, paragraphes 4.1 à 4.5 ;
- en matière de politiques de logement social, paragraphes 5.1 à 5.6 ;
- en matière de politiques de la ville et d'insertion sociale, paragraphes 6.1 et 6.2 ;
- en matière de politiques des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes, paragraphes 7.1 à 7.4 ;
- en matière d'inspection, de contrôle et d'évaluation de structures, paragraphes 8.1 à 8.3 ;
- en matière de politiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, paragraphes 9.5, 9.7 e à n et 9.8 à 9.11.

2. Délégation permanente de signature est donnée à Mme Carine MONTIGNY - Directrice adjointe :

- en matière d'administration générale, paragraphes 1.1 à 1.16 ;
- en matière de politiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, paragraphes 9.1 à 9.4, 9.6 et 9.7 a à d.

3. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc RENARD et de Madame Catherine GRALL, délégation de signature est donnée à Mme Carine MONTIGNY - Directrice adjointe :

- en matière d'administration générale, paragraphes 1.1 à 1.18 ;
- en matière de politiques en faveur de l'inclusion sociale, paragraphes 2.1 à 2.10 ;
- en matière de politiques en faveur des familles vulnérables, paragraphes 3.1 à 3.6 ;
- en matière de politiques en faveur de l'accueil et de l'intégration, paragraphes 4.1 à 4.5 ;
- en matière de politiques de logement social, paragraphes 5.1 à 5.6 ;
- en matière de politiques de la ville et d'insertion sociale, paragraphes 6.1 et 6.2 ;
- en matière de politiques des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes, paragraphes 7.1 à 7.4 ;
- en matière d'inspection, de contrôle et d'évaluation de structures, paragraphes 8.1 à 8.3 ;
- en matière de politiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, paragraphes 9.1 à 9.11.

4. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc RENARD et de Madame Catherine GRALL, délégation de signature est donnée à Mme Anne-Sophie BELOUIS – Responsable du pôle Insertion :

- en matière d'administration générale, paragraphes 1.2, 1.6, 1.7, 1.12, 1.17 et 1.18, pour les agents placés sous son autorité ;
- en matière de politiques en faveur de l'inclusion sociale, paragraphes 2.1 à 2.10 ;
- en matière de politiques en faveur des familles vulnérables, paragraphes 3.1 à 3.6 ;
- en matière de politiques en faveur de l'accueil et de l'intégration, paragraphes 4.1 à 4.5 ;
- en matière de politiques de logement social, paragraphes 5.1 à 5.6.

5. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc RENARD et de Madame Catherine GRALL, délégation de signature est donnée à Mme Nathalie LENOTTE – Responsable du pôle développement de l'emploi et des territoires :

- en matière d'administration générale, paragraphes 1.2, 1.6, 1.7 et 1.12, pour les agents placés sous son autorité ;
- en matière de politiques de la ville et d'insertion sociale, paragraphes 6.1 et 6.2 ;
- en matière de politiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, paragraphes 9.5, 9.7 e à n et 9.8 à 9.11.

6. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc RENARD et de Madame Carine MONTIGNY, délégation de signature est donnée à M Vincent LEMOINE – Responsable du service central travail :

- en matière d'administration générale, paragraphes 1.2, 1.6, 1.7 et 1.12, pour les agents placés sous son autorité ;
- en matière de politiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, paragraphes 9.1 à 9.4, 9.6 et 9.7 c.

7. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc RENARD et de Madame Carine MONTIGNY, délégation de signature est donnée à Mme Viviane WEBER – Responsable de l'unité de contrôle 1 :

- en matière d'administration générale, paragraphes 1.2, 1.6, 1.7 et 1.12, pour les agents placés sous son autorité.

8. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc RENARD et de Madame Carine MONTIGNY, délégation de signature est donnée à M Emmanuel FACON – Responsable de l'unité de contrôle 2 :

- en matière d'administration générale, paragraphes 1.2, 1.6, 1.7 et 1.12, pour les agents placés sous son autorité.

9. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc RENARD et de Madame Carine MONTIGNY, délégation de signature est donnée à Mme Julie BAILLEUL – Responsable du service mutations économiques :

- en matière d'administration générale, paragraphes 1.2, 1.6, 1.7 et 1.12 pour les agents placés sous son autorité;
- en matière de politiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, paragraphes 9.7 a, b et d.

Article 2 :

Les exclusions prévues à l'article 5 de l'arrêté 2025-45 susvisé s'appliquent à la présente délégation de signature ;

Article 3 :

L'arrêté 2024-168 du 16 décembre 2024 relatif à la subdélégation de la directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne par intérim est abrogé ;

Article 4 :

Le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne, et les délégataires désignés sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

A Laon le **08 JUL. 2025**

Le directeur départemental



LUC RENARD

Direction départementale de l'emploi, du travail
et des solidarités

02-2025-07-07-00001

Arrêté n°2025-93 portant subdélégation de signature de Monsieur Luc RENARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne, dans le cadre des compétences propres du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail, du code rural et de la pêche maritime

Arrêté n° 2025-93

portant subdélégation de signature de Monsieur Luc RENARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne, dans le cadre des compétences propres du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail, du code rural et de la pêche maritime.

Le directeur départemental de l'emploi, du travail, et des solidarités de l'Aisne ;

Vu le code du travail, notamment ses articles R. 8122-1 et 2 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n°2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives ;

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu l'arrêté du 27 février 2023 portant nomination de Monsieur Bruno DROLEZ sur l'emploi du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2025 portant nomination de Monsieur Luc RENARD, sur l'emploi de directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne ;

Vu l'arrêté du 30 juin 2025 portant délégation de signature de Monsieur Bruno DROLEZ, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France, dans le cadre de compétences propres déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail, du code rural et la pêche maritime à Monsieur Luc RENARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne.

ARRÊTE :

Article 1 : Subdélégation permanente de signature est donnée à Madame Carine MONTIGNY en qualité de directrice départementale adjointe de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne à l'effet de signer tous les actes relevant des compétences propres du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France dans le ressort territorial du département de l'Aisne dans les matières mentionnées en annexe 1.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc RENARD et de Madame Carine MONTIGNY délégation de signature est donnée à :

- Monsieur Vincent LEMOINE responsable du service section centrale travail s'agissant des actes relatifs aux ruptures conventionnelles, groupements d'employeurs, à la négociation collective, aux institutions représentatives du personnel, à la mesure de l'audience dans les entreprises de moins de onze salariés, aux amendes administratives, à la durée du travail, aux transactions pénales, à la composition de la commission des congés payés du bâtiment et aux demandes de contrôle de la comptabilité des donneurs d'ouvrage des travailleurs à domicile tels que mentionnés dans l'annexe 1.
- Monsieur Emmanuel FACON responsable de l'unité de contrôle de Saint Quentin s'agissant des actes relatifs à l'hygiène sécurité et à l'alternance tels que mentionnés dans l'annexe 1.
- Madame Viviane WEBER responsable de l'unité de contrôle de Laon/Soissons s'agissant des actes relatifs à l'hygiène sécurité et à l'alternance tels que mentionnés dans l'annexe 1.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc RENARD, de Madame Carine MONTIGNY et de Monsieur Vincent LEMOINE délégation de signature est donnée à :

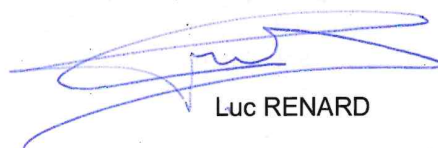
- Madame Julie BAILLEUL responsable du service des mutations économiques s'agissant des actes relatifs aux ruptures conventionnelles, groupements d'employeurs, à la négociation collective, aux institutions représentatives du personnel, à la mesure de l'audience dans les entreprises de moins de onze salariés, aux amendes administratives, à la durée du travail, aux transactions pénales, à la composition de la commission des congés payés du bâtiment et aux demandes de contrôle de la comptabilité des donneurs d'ouvrage des travailleurs à domicile tels que mentionnés dans l'annexe 1.

Article 4 : Le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne et les délégataires désignés sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts-de-France et de la Préfecture du département de l'Aisne.

Fait à Laon, le

07 JUL. 2025

Le directeur départemental
de l'emploi, du travail et des solidarités
de l'Aisne



Luc RENARD

ANNEXE 1

Décisions et actes administratifs issus du code du travail ou du code rural et de la pêche maritime	Articles législatifs	Articles réglementaires
Ruptures conventionnelles Homologation et refus d'homologation de la rupture conventionnelle du contrat de travail	L. 1237-14	R. 1237-3
Groupeements d'employeurs Opposition à l'exercice de l'activité du groupement d'entreprise	L. 1253-17	D. 1253-4 à D.1253-11
Demande d'agrément du groupement d'employeurs	L. 1253-17	R. 1253-19
Demande de changement de convention collective par l'autorité administrative	L. 1253-17	R. 1253-26
Cas de mise fin à l'agrément par l'autorité administrative	L. 1253-17	R. 1253-27
Négociation collective Enregistrement des conventions et accords collectifs de travail, des procès-verbaux de désaccord et des plans d'action du code du travail et du code de la sécurité sociale		D 2231-2 à 8, R 2231-9
Enregistrement des accords d'intéressement et de participation et des plans d'épargne d'entreprise du code du travail	L. 3313-3 L. 3323-4 L. 3332-9	D. 3313-4 D. 3323-7 R. 3332-6
Institutions représentatives du personnel		
Autorisation de suppression du mandat de délégué syndical	L. 2143.11	R. 2143-6
Répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel et la répartition du personnel dans les collèges électoraux : Comité social et économique Répartition des sièges entre les établissements : Comité social et économique central	L2314-13 L2316-8	R2314-3 R2316-2
Décision fixant le nombre et le périmètre des établissements distincts en cas de litige portant sur la décision de l'employeur pour la mise en place du comité social et économique, Au niveau de l'entreprise Au niveau de l'unité économique et sociale	L2313-5 L2313-8	R2313-1 et R2313-2 R2313-4 et R2313-5
Répartition des sièges au comité de groupe	L. 2333-4	R. 2332-1
Mesure de l'audience dans les entreprises de moins de onze salariés		
Recours en modification de la liste électorale	L 2122-10-1 à L. 2122-10-11	R. 2122-8 à R. 2122-26

Amendes administratives		
Signature des courriers d'information préalable en cas de manquement :		
A la réglementation relative au détachement des travailleurs	L. 1264-1, L. 1264-2, L. 1263-6 du code du travail	R.8115-1, R.8115-2 et R.8115-5 du code du travail
A la réglementation de la durée du travail, repos et décompte de la durée du travail	L. 8115-1 et L. 8115-5 du code du travail	R 8115-1, R 8115-2 R 8115-9 et R 8115-10 du code du travail
Au paiement du smic ou des salaires minima conventionnels	L. 8115-1 et L. 8115-5 du code du travail	R 8115-1, R 8115-2, R 8115-9 et R 8115-10 du code du travail
Aux conditions d'emploi des mineurs à des travaux interdits ou réglementés	L. 4753-1 et L. 4753-2 du code du travail	R.8115-1, R.8115-2,R.8115-9 R 8115-10 du code du travail
Aux obligations de repérage de l'amiante avant travaux	L. 4754-1 du code du travail	R.8115-1, R.8115-2,R.8115-9 et R 8115-10 du code du travail
Aux règles applicables aux installations sanitaires, d'hébergement et de restauration	L. 8115-1 et L. 8115-5 du code du travail	R 8115-1,R 8115-2 R 8115-9 et R 8115-10
Aux décisions d'arrêts de travaux de l'inspection du travail	L 4752-1 du code du travail	R.8115-1, R.8115-2, R.8115-9 et R 8115-10 du code du travail
Aux demandes de vérification, analyse ou mesures	L.4752-2 du code du travail	R.8115-1, R.8115-2, R.8115-9 et R 8115-10 du code du travail
A l'obligation de déclaration en vue de la délivrance de la carte d'identification professionnelle dans le BTP	L. 8291-2 du code du travail	R.8115-2 R. 8115-7, et R. 8115-8 du code du travail
A la réglementation relative à l'emploi des stagiaires	L. 124-17 du code de l'éducation	R.8115-1, R.8115-2 et R.8115-6 du code du travail

Durée du travail		
Déroptions à la durée maximale hebdomadaire absolue de travail du code du travail,	L3121-21	R. 3121-10
Déroptions à la durée hebdomadaire maximale moyenne du travail	L3121- 24	R. 3121-15 R. 3121-16
Déroptions à la durée maximale moyenne et/ou absolue du travail concernant une entreprise relevant d'un même type d'activités sur le plan régional ou local dans le domaine agricole du code rural et de la pêche maritime	L713-13 et 14	R713-13 R713-21 R 713-14
Hygiène Sécurité		
Déroptions à l'interdiction de recours au contrat à durée déterminée ou au contrat de travail temporaire pour certains travaux particulièrement dangereux	L. 1251-10 L. 4154-1	R4154-5 D4154-3 et 4
Déroptions exceptionnelles aux prescriptions techniques applicables avant exécution des travaux : voies et réseaux divers		R. 4533-6
Dispenses en matière d'incendie et explosion		R 4227-55 R4216-32
Mises en demeure de prendre toutes mesures utiles pour remédier à une situation dangereuse	L. 4721-1 1° et 2° L. 4721-2	R. 4721-1
Recours sur une demande d'analyse de produits formulée par l'Inspecteur (R4722-10)		R. 4723-5
Alternance Apprentissage		
Suspension du contrat d'apprentissage, reprise et refus de reprise de l'exécution du contrat d'apprentissage, interdiction et fin d'interdiction de recrutement de nouveaux apprentis et jeunes sous contrat d'insertion en alternance	L 4733-8 à 10 L. 6225-4 à L. 6225-6	R 6225-9 et s. et R 4733-13
Décisions relatives au retrait du bénéfice des exonérations de cotisations liées aux contrats de professionnalisation		D. 6325-20
Transaction pénale		
Établissement de la proposition de transaction et communication à l'auteur de l'infraction	L. 8114-4 L. 8114-7	R. 8114-3 à 5
Transmission au procureur de la République pour homologation de la proposition de transaction acceptée par l'auteur de l'infraction	L. 8114-6	R. 8114-6 alinéa 1
Divers		
Composition de la commission de la caisse des congés payés du bâtiment		D. 3141-35
Demandes de contrôle de la comptabilité des donneurs d'ouvrage des travailleurs à domicile		R. 7413-2

Direction interrégionale des services
pénitentiaires de Lille

02-2025-07-02-00002

Arrêté du 2 juillet 2025 portant délégation de
signature du chef d'établissement du centre
pénitentiaire de Laon à ses collaborateurs

**DIRECTION INTERRÉGIONALE
DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE LILLE
Centre pénitentiaire de Laon**

**Arrêté du 2 juillet 2025
portant délégation de signature**

Le chef d'établissement du centre pénitentiaire de Laon,

Vu le code pénitentiaire et notamment ses articles D.112-10, D.211-19 à D.211-21, D.211-27 à D.211-28 ; D.215-13, D.341-20, R.342-1, R.223-2 à R.223-7, R.341-10 et R.113-65 ;

Vu le décret n°97-3 du 7 janvier 1997 et l'arrêté du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu l'arrêté du garde des Sceaux, ministre de la justice en date du 1^{er} septembre 2022, portant nomination de Monsieur BERTHEAU AGAPITO José, directeur des services pénitentiaires de classe normale, en tant que chef d'établissement du centre pénitentiaire de Laon ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}

Délégation permanente est donnée, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer pour tout acte ou décision relatifs à la gestion individuelle ou collective des personnes placées sous-main de justice, des personnels et ressources humaines, à la gestion économique et financière du centre pénitentiaire de Laon, ainsi qu'aux relations partenariales et de communication développées au centre pénitentiaire de Laon, et ce dans la limite des fonctions et attributions confiées au chef d'établissement du centre pénitentiaire de Laon :

- I. A Monsieur VIDOQUE Gonzague, directeur placé, en qualité de chef d'établissement par intérim du centre pénitentiaire de Laon à compter du 5 juillet 2025.
- II. A Monsieur BOUKHARI Ilyès, attaché d'administration d'état, en qualité de responsable des ressources humaines et des services administratifs et financiers.

Article 2

Délégation permanente de signature est donnée, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer tout, arrêté, acte, décision, document, correspondance, visés dans le tableau joint :

- I. A Madame Marie MOROQUIVOI, capitaine pénitentiaire, en qualité de chef de bâtiment de la maison d'arrêt du centre pénitentiaire de Laon.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement du personnel de direction, des officiers, délégation permanente de signature et de compétence est donnée à :

- Monsieur BRANCOURT Ludovic, brigadier-chef pénitentiaire
- Monsieur JANEQUIN Cédric, brigadier –chef pénitentiaire, major
- Monsieur LALLIN Sébastien, brigadier-chef pénitentiaire
- Monsieur MAGNIER Jérémy, brigadier-chef pénitentiaire
- Monsieur MILLOT François-Xavier, brigadier-chef pénitentiaire
- Monsieur QUILLET Cédric, brigadier-chef pénitentiaire
- Monsieur TRIART Sébastien, brigadier-chef pénitentiaire
- Madame Alexiane TRICQUET, brigadier-chef pénitentiaire
- Monsieur VACOSSIN Flavien, brigadier-chef pénitentiaire
- Monsieur WERY Lionel, brigadier-chef pénitentiaire

Selon les attributions visées dans le tableau joint.

Article 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne et sera affiché et consultable dans les locaux du centre pénitentiaire.

Fait le 2 juillet 2025,

BERTHEAU AGAPITO José, chef d'établissement du centre pénitentiaire



Ministère de la Justice

Délégation de signature

Centre Pénitentiaire de LAON

CP LAON
09/07/2025

**Décisions du Chef d'établissement pouvant faire l'objet d'une délégation de signature
en vertu des dispositions du Code Pénitentiaire (R.113-66 ; R.234-1), du Code de la justice pénale des mineurs et d'autres textes**

I. Décisions pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code pénitentiaire

1 : Adjoint au chef d'établissement

2 : Fonctionnaire appartenant à un corps de catégorie A :

- Directeurs des services pénitentiaires ;
- Attachés d'administration ;
- DPIP directeur de SAS ;
- Corps de commandement régi par le décret n° 2023-1341 du 29 décembre 2023 : capitaines pénitentiaires ; commandants pénitentiaires ; commandants divisionnaires pénitentiaires ;

3 : Membres du corps de commandement régis par le titre II du décret n° 2006-441 du 14 avril 2006 ; lieutenants, capitaines et commandants de catégorie B

4 : Brigadiers-chefs pénitentiaires et Majors pénitentiaires, affectés dans la filière encadrement.

Décisions concernées	Articles	1	2	3	4
Visite de l'établissement					
Autorisation de visiter l'établissement pénitentiaire	R 113-66 D 222-2	X	X	X	
Détermination des modalités d'organisation du service des agents	D 221-6	X	X	X	X
Opposer un refus à l'entrée des journalistes accompagnant les parlementaires visitant l'établissement et décider de mettre fin à tout moment à leur visite pour des motifs de sécurité	R 132-1	X	X	X	
Déterminer la zone interdite à la prise de son et d'image par les journalistes accompagnant la visite des parlementaires pour des motifs tenant au bon ordre et à la sécurité	R 132-2	X	X	X	
Procédure contradictoire					
Tenue de la procédure contradictoire visée par l'article L. 122-1* du Code Pénal	*L 122-1	X	X	X	X

Vie en détention et PEP					
Élaborer et adapter le règlement intérieur type	R 112-22 R 112-23	X	X	X	
Élaborer le parcours d'exécution de la peine	L 211-5	X	X	X	
Définir des modalités de prise en charge individualisées et prendre les décisions de placement dans des régimes de détention différenciés	L 211-4 D 211-36	X	X	X	
Désignation des membres de la CPU	D 211-34	X	X	X	
Mesures d'affectation des personnes détenues en cellule (y compris CProU)	R113-66	X	X	X	X
Définition des modalités de prise en charge individualisée des personnes détenues	D 211-36 L 211-4	X	X	X	X
Doter une personne détenue d'une DPU (Dotation de Première Urgence)	R 332-44	X	X	X	X
Désigner les personnes détenues à placer ensemble en cellule	D 213-1	X	X	X	X
Suspendre l'encellulement individuel d'une personne détenue	D 213-2	X	X	X	X
Affecter les personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'Unité sanitaire	D 115-5	X	X	X	X
Désignation des personnes détenues autorisées à participer à des activités	D 414-4	X	X	X	X
Décider et donner audience en cas de recours gracieux des personnes détenues, requêtes ou plaintes	R 314-1	X	X	X	
S'opposer à la désignation d'un aidant pour des motifs tenant à la sécurité et au bon ordre	R 332-35-5	X	X	X	
Fixer des heures de visites pour les détenus bénéficiaires du régime spécial	D 216-5	X	X	X	
Fixer des heures de réunion pour les détenus bénéficiaires du régime spécial sauf instructions contraires du JI	D 216-6	X	X	X	
Conduite de la procédure d'affectation d'une personne détenue dans une unité pour détenus violents (UDV)	*L122-1	X	X	X	
Fixer les modalités de consultations des personnes détenues dans le règlement intérieur de l'établissement	R 411-6	X	X	X	X

Commenté [BS1]: @MIDEJ : pour mémoire, la note du 2 mars 2020 relative à la DPU rappelle que cette décision n'est prise par un major ou un gradé qu'en cas d'absence de personnel de direction ou d'officier

Signer les contrats d'implantation de structures d'insertion par l'activité économique à l'intérieur de l'établissement	D 412-28 al.3	X	X	X	
Mesures de contrôle et de sécurité					
Donner tous renseignements et avis nécessaires au chef d'escorte lorsque la personne détenue est considérée comme dangereuse ou devant être particulièrement surveillée	D 215-5	X	X	X	
Donner tous renseignements utiles au préfet pour le mettre en mesure de prescrire l'escorte et la garde du détenu hospitalisé par les FSI et arrêter les mesures propres à éviter tout incident compte tenu de sa personnalité	D 215-4	X	X	X	X
Proposer des membres du personnel de surveillance assurant les escortes qui seront inscrits sur une liste dressée par le service central des transfèrements, constituer l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif en désignant nommément ceux des agents figurant sur la liste précitée	D 215-17	X	X	X	
Autoriser l'utilisation des armes dans les locaux de détention pour une intervention précisément définie Décider d'armer de générateurs d'aérosols incapacitants de catégorie D b) les membres du personnel de direction, du corps des chef de services pénitentiaires et du corps de commandement, les majors ou premiers surveillants	R 227-6	X	X	X	
Faire appel aux FSI pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité	D 221-2	X	X	X	
Retirer à une personne détenue objets, substances, outils dangereux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion	R 113-66 R 221-4	X	X	X	X
Retirer à une personne détenue objets et vêtements lui appartenant pour des raisons de sécurité	R. 113-66 R. 332-44	X	X	X	X
Décider que la personne détenue ne porte pas les vêtements qu'elle possède pour des raisons d'ordre, de sécurité ou de propreté	R 332-35	X	X	X	
Retrait à une personne détenue pour des raisons d'ordre et de sécurité, de matériels et appareillages médicaux	R 113-66 R 322-11	X	X	X	X
Retenir un équipement informatique appartenant à une personne détenue	R 332-41	X	X	X	
Interdire à une personne détenue de participer aux activités physiques et sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité	R 414-7	X	X	X	
Décider de procéder à la fouille des personnes détenues	R 113-66 R 225-1	X	X	X	X

Demander au Procureur de la République une investigation corporelle interne par un médecin, lorsqu'un détenu est soupçonné d'avoir ingéré des substances ou des objets ou de les avoir dissimulés dans sa personne	R 225-4	X	X	X	
Décider de soumettre la personne détenue au port des moyens de contrainte	R 113-66 R 226-1	X	X	X	X
Décider de soumettre la personne détenue au port des menottes ou des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction	R 113-66 R 226-1	X	X	X	X
Constitution de l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif	D 215-17 al.3	X	X	X	X
Discipline					
Élaborer le tableau de roulement des assesseurs extérieurs	R 234-8	X	X	X	
Demande de retrait de l'habilitation d'un assesseur extérieur	R 234-11	X			
Placer un détenu à titre préventif en cellule disciplinaire ou en confinement en cellule individuelle ordinaire	R 234-19	X	X	X	X
Suspendre à titre préventif l'activité professionnelle des détenus	R 234-23	X	X	X	X
Engager des poursuites disciplinaires	R 234-14	X	X	X	
Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R 234-26, al.2	X	X	X	
Désigner les membres assesseurs de la commission de discipline	R 234-6	X	X	X	
Présider la commission de discipline	R 234-2	X	X	X	
Prononcer des sanctions disciplinaires	R 234-3	X	X	X	
Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires	R 234-32 à R 234-40	X	X	X	
Dispenser d'exécution, suspendre ou fractionner des sanctions	R 234-41	X	X	X	

Isolement					
Placer provisoirement à l'isolement une personne détenue en cas d'urgence	R 213-22	X	X	X	
Placer initialement une personne détenue à l'isolement et procéder au premier renouvellement de la mesure, tenue de la procédure contradictoire afférente à l'isolement	R 213-23 R 213-27 R 213-31	X	X	X	
Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R 213-21	X	X	X	
Lever la mesure d'isolement	R 213-29 R 213-33	X	X	X	
Proposer de prolonger la mesure d'isolement et transmettre la proposition à la DISP lorsque la décision relève de la compétence de la DISP ou du ministre de la justice	R 213-21 R 213-27	X	X	X	
Rédiger un rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement	R 213-24 R 213-25 R 213-27	X	X	X	
Refuser de communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires	R 213-21	X	X	X	
Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire	R 213-18, al.4	X	X	X	
Autoriser pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement	R 213-18, al.5	X	X	X	
Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer aux offices célébrés en détention	R 213-20	X	X	X	

Quartiers spécifiques UDV					
Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R. 224-5	X	X	X	
Proposer au Directeur Interrégional le placement initial en UDV	R 224-5	X	X	X	
Prendre les mesures de sécurité individualisées à l'égard d'une personne détenue placée en UDV	R. 224-3	X	X	X	
Autoriser une personne détenue placée en UDV à participer à une activité collective au sein de l'UDV	R. 224-4	X	X	X	
Décider que le culte et les promenades seront exercés séparément des autres détenus placés en UDV chaque fois que des impératifs de sécurité ou de maintien du bon ordre de l'établissement l'exigent	R. 224-4	X	X	X	
Mineurs					
Placement en cellule la nuit, à titre exceptionnel, d'une personne mineure avec une personne détenue de son âge soit pour motif médical, soit en raison de sa personnalité	R 57-6-18 & R 57-6-20 du CPP	X	X	X	
Autorisation, à titre exceptionnel, de participer pour une personne mineure âgée de 16 ans et plus aux activités organisées dans l'établissement pénitentiaire avec des personnes majeures si l'intérêt du mineur le justifie	R 57-6-18 & R 57-6-20 du CPP	X	X		
Prendre toute décision relative aux modalités de prise en charge d'un mineur, après consultation des services de la PJJ	R 124-10 du CJPM	X	X	X	
Décider de prendre, de refuser ou de lever une mesure de protection individuelle	D 520 du CPP	X	X	X	
Présider l'équipe pluridisciplinaire assurant le suivi individuel du mineur	R 124-4 du CJPM	X	X	X	
Gestion du patrimoine des personnes détenues					
Autoriser une personne détenue hospitalisée à détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif	R 322-12	X	X	X	
Refuser de prendre en charge les objets ou bijoux dont sont porteuses les personnes détenues à leur entrée dans un établissement pénitentiaire	R 332-38	X	X	X	
Autoriser la remise ou l'expédition à un tiers, désigné par la personne détenue, des objets et bijoux dont les personnes détenues sont porteuses	R 332-28	X	X	X	

Autoriser une personne détenue à envoyer à sa famille, des sommes figurant sur la part disponible de son compte nominatif	R 332-3	X	X	X	
Autoriser une personne détenue à recevoir des subsides en argent de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite	R 332-3	X	X	X	
Autoriser une personne condamnée à recevoir des subsides en vue d'une dépense justifiée par un intérêt particulier	R 332-3	X	X	X	
Fixer la somme qu'une personne détenue placée en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, est autorisée à détenir	D 424-4	X	X	X	
Autoriser une personne condamnée bénéficiant d'un aménagement de peine sous écrou à disposer de tout ou partie des sommes constituant le pécule de libération	D 424-3	X	X	X	
Autoriser une personne condamnée à opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif	D 332-17	X	X	X	
Opérer une retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation des dommages matériels causés en détention	D 322-18	X	X	X	
Décider de transmettre au régisseur des comptes nominatifs les sommes d'argent trouvées en possession irrégulière d'une personne détenue, acquises ou introduites irrégulièrement, pour versement des sommes au Trésor Public	D 332-19	X	X	X	
Achats					
Refuser à une personne détenue de se procurer un récepteur radiophonique ou un téléviseur individuel	R 370-4	X	X	X	
Refuser à une personne détenue de se procurer un équipement informatique	R 332-41	X	X	X	
Refuser à une personne détenue de procéder à des achats de cantine Autoriser à titre exceptionnel, l'acquisition par une personne détenue d'objets ne figurant pas sur la liste des objets fournis en cantine	R 332-33	X	X	X	
Fixer les prix pratiqués en cantine	D 332-34	X	X	X	
Relations avec les collaborateurs du service public pénitentiaire					
Fixer les jours et horaires d'intervention des visiteurs de prison	R 341-17	X	X	X	

Suspendre l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves	D 341-20	X	X	X	
Instruire les demandes d'agrément en qualité de mandataire et les proposer à la DISP	R 313-6	X	X	X	
Suspendre provisoirement, en cas d'urgence, l'agrément d'un mandataire et proposer le retrait de l'agrément sur la base d'un rapport adressé au DI	R 313-8	X	X	X	
Signer le protocole relatif aux modalités d'intervention de l'établissement public de santé	D 115-4	X			
Suspendre l'habilitation d'un personnel hospitalier n'exerçant pas à temps plein en cas de manquements graves au CP ou au règlement intérieur	D 115-17	X	X	X	
Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire d'un personnel hospitalier non titulaire d'une habilitation	D 115-18	X	X	X	
Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à une personne intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé	D 115-19	X	X	X	
Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à un personnel des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite	D 115-20	X	X	X	
Autoriser une personne extérieure à animer des activités pour les détenus	D 414-4	X	X	X	
Organisation de l'assistance spirituelle					
Déterminer les jours, horaires et lieux de tenue des offices religieux	R 352-7	X	X	X	
Désigner un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire	R 352-8	X	X	X	
Autoriser de recevoir et conserver les objets de pratique religieuse et les livres nécessaires à la vie spirituelle sous réserve des nécessités liées à la sécurité et au bon ordre de l'établissement pénitentiaire	R 352-9	X	X	X	
Retirer les objets de pratique religieuse et de livres nécessaires à la vie spirituelle pour des raisons liées au maintien de la sécurité et du bon ordre de l'établissement pénitentiaire	R 352-9 R 332-44	X	X	X	
Autoriser les ministres du culte extérieurs à célébrer des offices ou prêches	R 352-5	X	X	X	
Visites, correspondance, téléphone					
Délivrer un permis de communiquer à un avocat dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R 313-14	R 313-14	X	X	X	

Délivrer, refuser, suspendre, retirer un permis de visite à une personne condamnée, y compris lorsque le visiteur est un officier public ou ministériel ou un auxiliaire de justice autre qu'un avocat	R 341-5	X	X	X	
Surseoir à faire droit à un permis de visite si des circonstances exceptionnelles obligent à en référer à l'autorité qui a délivré le permis, ou si les personnes détenues sont matériellement empêchées, ou si, placées en cellule disciplinaire, elles ont épuisé leur droit à un parloir hebdomadaire	R 341-3	X	X	X	
Décider que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation et informer le magistrat saisi du dossier de la procédure pour les prévenus et la CAP pour les condamnés	R 235-11 R 341-13	X	X	X	
Décider d'octroyer une visite en parloir familial ou en unité de vie familiale	R 341-15 R 341-16	X	X	X	
Retenir la correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée	R 345-5	X	X	X	
Autoriser – refuser – suspendre – retirer l'accès aux dispositifs de téléphonie d'une personne détenue condamnée	R 345-14	X	X	X	
Restreindre les horaires d'accès au téléphone d'une personne détenue	L 6 + R 345-14 (pour les condamnés)	X	X	X	
Entrée et sortie d'objets					
Autoriser le dépôt à l'établissement pénitentiaire de publications écrites et audiovisuelles au profit d'une personne détenue	R 370-2	X	X	X	
Notifier à l'expéditeur ou à la personne détenue le caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet	R 332-42	X	X	X	
Autoriser une personne détenue à recevoir des objets par colis postal ou par dépôt à l'établissement pénitentiaire	R 332-43	X	X	X	
Autoriser l'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques	D 221-5	X	X	X	
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R 370-5	X	X	X	
Activités, enseignement, consultations, vote					
Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de la formation professionnelle	R 413-6	X	X	X	

Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autre que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de l'enseignement	R 413-2	X	X	X	
Refuser à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement	R 413-4	X	X	X	
Fixer les modalités des consultations des personnes détenues dans le règlement intérieur de l'établissement	R 411-6	X	X	X	
Signer toutes décisions et documents se rapportant aux attributions relatives à l'inscription sur les listes électorales et au vote par correspondance des personnes détenues, définies par le code pénitentiaire et les articles R 1 à R 25 et R 81 à R 85 du code électoral	R 361-3	X	X	X	X
Travail pénitentiaire					
Autoriser les personnes détenues à travailler pour leur propre compte ou pour des associations	L 412-4	X	X	X	
<i>Classement / affectation</i>					
Décider du classement ou du refus de classement au travail d'une personne détenue après avis de la commission pluridisciplinaire unique	L 412-5 R 412-8	X	X	X	
Classer au travail une personne détenue transférée conformément à la décision de classement du chef de l'établissement pénitentiaire de départ, sauf pour un motif lié au bon ordre et à la sécurité de l'établissement	D 412-13	X	X	X	
Décider du refus d'affectation d'une personne détenue sur un poste de travail	L 412-6 R 412-9	X	X	X	
Suspendre l'affectation de la personne détenue sur son poste de travail (tant au service général qu'en production)	L 412-8 R 412-15	X	X	X	
Statuer sur la demande de la personne détenue souhaitant suspendre son affectation sur son poste de travail et décider, le cas échéant, d'un refus de suspension (tant au service général qu'en production)	L 412-8 R 412-14	X	X	X	
Mettre fin à l'affectation de la personne détenue sur son poste de travail en cas de cessation de l'activité de production	R 412-17	X	X	X	
<i>Contrat d'emploi pénitentiaire</i>					
Signer un contrat d'emploi pénitentiaire avec la personne détenue, lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire Signer la convention tripartite annexée au contrat d'emploi pénitentiaire conclu entre la personne détenue et le donneur d'ordre lorsque ce dernier n'est pas l'administration pénitentiaire	L 412-11	X	X	X	

Signer un avenant au contrat d'emploi pénitentiaire en vue de son renouvellement	R 412-24	X	X	X	
Suspendre le contrat d'emploi pénitentiaire d'une personne détenue lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire (service général)	L 412-15 R 412-33	X	X	X	
Rendre un avis dans un délai de 5 jours, sur la suspension d'un ou plusieurs contrats d'emploi pénitentiaires pour baisse temporaire de l'activité lorsque le donneur d'ordre n'est pas l'administration pénitentiaire (activité en production)	R 412-34	X	X	X	
Résilier le contrat d'emploi pénitentiaire de la personne détenue lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire (service général), d'un commun accord avec la personne détenue par la signature d'un accord amiable	L 412 -16 R 412-37	X	X	X	
Résilier le contrat d'emploi pénitentiaire de la personne détenue lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire (service général) pour inaptitude ou insuffisance professionnelle, pour un motif économique ou tenant aux besoins du service après convocation à un entretien préalable	R 412-38 R 412-39 R 412-41	X	X	X	
Rendre un avis sur la régularité de la procédure de résiliation de plus de 10 contrats d'emploi pénitentiaire pour motif économique lorsque le donneur d'ordre n'est pas l'administration pénitentiaire (activités en production)	R 412-43 R 412-45	X	X	X	
<i>Interventions dans le cadre de l'activité de travail</i>					
Agréer les personnes extérieures chargés d'assurer l'encadrement technique de l'activité de travail (tant au service général qu'en production)	D 412-7	X	X	X	
Autoriser l'utilisation des équipements et outils mis à disposition par le donneur d'ordre pour les activités en production	R 412-27	X	X	X	
Organiser les mouvements pour assurer la présence de la personne détenue au travail ainsi que la surveillance et la sécurité sur les lieux de travail pour les activités en production	R 412-27	X	X	X	
Procéder au versement à la personne détenue des rémunérations sur la base des éléments transmis par le donneur d'ordre et de la déclaration aux organismes de sécurité sociale, pour les activités en production	R 412-27	X	X	X	
Solliciter l'intervention des services de l'inspection du travail pour l'application des règles d'hygiène et de sécurité aux travaux effectués par les personnes détenues	D 412-71	X	X	X	
Adresser au service de l'inspection du travail, une réponse motivée précisant les mesures qui ont fait suite au rapport de l'inspection du travail ainsi que celles qui seront prises, accompagnées d'un calendrier de réalisation	D 412-71	X	X	X	

<p>Obligations en matière de santé et de sécurité au travail des personnes détenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des personnes détenues conformément à l'article L 4121-1 du code du travail ; ➤ Veiller à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes ; ➤ Évaluer les risques pour la santé et la sécurité des personnes détenues et élaborer un document unique d'évaluation des risques professionnels en application de l'article R 4121-1 du code du travail ; ➤ Mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés à l'article L 4121-2 du code du travail ; ➤ Mettre en place une organisation et des moyens immobiliers et mobiliers adaptés, selon les conditions prévues dans le contrat d'implantation ; ➤ Aménager les lieux de travail de manière à ce que leur utilisation garantisse la sécurité des personnes détenues conformément à l'article L4221-1 du code du travail ; ➤ Maintenir l'ensemble des installations en bon état de fonctionnement 	D 412-72	X	X	X	
<p>Informier le préfet de département lorsqu'une personne détenue est affectée sur un poste de travail situé sur le domaine affecté à l'établissement pénitentiaire et à ses abords immédiats, après autorisation du magistrat en charge du dossier</p> <p>Autoriser une personne condamnée à être affectée sur poste de travail situé sur le domaine affecté à l'établissement pénitentiaire et à ses abords immédiats, en informer le préfet de département et l'autorité judiciaire en charge de son suivi</p>	D 412-73	X	X	X	
<i>Contrat d'implantation</i>					
Signer un contrat d'implantation avec une entreprise ou une structure chargée de l'activité en production	R 412-78	X	X	X	
Résilier le contrat d'implantation conclu une entreprise ou une structure chargée de l'activité en production	R 412-81 R 412-83	X	X	X	
Mettre en demeure le cocontractant dès constatation du non-respect des obligations prévues au contrat d'implantation et, en cas d'urgence, assortir la mise en demeure d'une suspension de l'exécution du contrat d'implantation	R 412-82	X	X	X	
Administratif					
Certifier conforme des copies de pièces et légaliser une signature	D 214-25	X	X	X	
Mesures pré-sentencielles et post-sentencielles					

Modifier, avec l'accord préalable du JI, les horaires de présence au domicile ou dans les lieux d'assignation des personnes placées sous ARSE, lorsqu'il s'agit de modifications favorables à la personne mise en examen ne touchant pas à l'équilibre de la mesure du contrôle	L 632-1 D 632-5	X	X	X	
Modifier, avec l'autorisation préalable du JAP, les horaires d'entrée et de sortie des personnes bénéficiant d'une PS ou admises au régime du placement extérieur, de la semi-liberté ou de la DDSE, lorsqu'il s'agit de modifications favorables ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle	L 424-1	X	X	X	
Saisir le JAP au fin de retrait de CRP en cas de mauvaise conduite d'une personne condamnée en détention	L 214-6	X	X	X	
Statuer sur les demandes de permission de sortie d'une personne condamnée majeure lorsqu'une première permission de sortir a été accordée par le JAP en application de l'article 712-5 du CPP, sauf décision contraire de ce magistrat	L 424-5 D 424-22	X	X	X	
Retirer une permission de sortir précédemment octroyée par le chef d'établissement ou son délégataire	D 424-24	X	X	X	
Octroyer une permission de sortir à la personne détenue	D 424-22	X			
Procéder à la réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur ou décider la réintégration immédiate en cas d'urgence d'une personne condamnée bénéficiant d'une PS, d'un PE ou d'un PSE en cas d'observation des règles disciplinaires, de manquement à l'obligation de bonne conduite ou tout autre incident	D 424-6	X	X	X	
Donner un avis au JAP pour l'examen des RSP du condamné libre sur la partie de la condamnation subie en détention provisoire et saisine du JAP aux fins de retrait de tout ou partie du bénéfice du crédit de réduction de peine, en cas de mauvaise conduite du condamné pendant sa détention provisoire	D 214-21	X	X	X	
Donner son avis au DSPIP lorsque le JAP a prévu dans son ordonnance que la fixation de la date et des modalités d'exécution d'une PS accordée en vue de la préparation de la réinsertion professionnelle ou sociale du condamné seront fixées par le DSPIP	D 424-25	X	X	X	X
Gestion des greffes					
Habiller les agents du greffe pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-25-8 CPP et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse du domicile déclaré par la personne libérée	L 212-7 L 512-3	X	X	X	
Habiller spécialement des agents des greffes pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-53-6 et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse déclarée de la personne libérée	L 212-8 L 512-4	X	X	X	

Habiller les agents du greffe pour interroger le FIJAIT par un système de communication électronique sécurisé	R 112-4	X			
Régie des comptes nominatifs					
Autoriser le régisseur des comptes nominatifs à nommer un ou plusieurs mandataires suppléants, et à désigner d'autres mandataires parmi le personnel de l'établissement	R 332-26	X	X	X	
Autorisation de prélèvement par le régisseur des comptes nominatifs de toute somme à la demande des personnes détenues	R 332-28	X	X	X	
Ressources humaines					
Déterminer les modalités d'organisation du service des agents	D 221-6	X	X	X	
Affecter des personnels de surveillance en USMP et SMPR, après avis des médecins responsables de ces structures.	D 115-7	X	X	X	
GENESIS					
Désigner individuellement et habiller spécialement les personnels pénitentiaires en charge du greffe, en charge de la régie des comptes nominatifs, en charge de l'encadrement ; les personnels de surveillance ; les agents du SPIP ; les agents de la PJJ ; les agents de l'éducation nationale ; les personnels des groupements privés agissant dans le cadre de la gestion déléguée ; les personnels des entreprises privées et les personnels de l'unité sanitaire pour accéder à GENESIS dans le cadre de leurs missions	R 240-5	X	X	X	

II. Décisions pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu d'autres textes

Usage de caméras individuelles	Fondement juridique
Désigner les personnels de surveillance autorisés à porter une caméra individuelle pour filmer leurs interventions dans les conditions prévues à l'art. 2 de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique	Art.1-II du décret n° 2019-1427 du 23 décembre 2019 ¹

¹ Décret n° 2019-1427 du 23 décembre 2019 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage des caméras individuelles par les personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire dans le cadre de leurs missions.